

**PLAN STRATEGIQUE 2017-2022**

****

**MAI 2017**

Q. Rohero II, Rue KUNKIKO, n°27, Tél.(257) 21 79 02 – 79 952 176, B.P 24 Bujumbura

e-mail : [capad\_shirukubute@yahoo.fr](mailto:capad_shirukubute@yahoo.fr), site web: [www.capad.info](http://www.capad.info),

Q. Rohero II, Rue KUNKIKO, n°27, Tél.(257) 21 79 02 – 79 952 176, B.P 24 Bujumbura

e-mail : [capad\_shirukubute@yahoo.fr](mailto:capad_shirukubute@yahoo.fr), site web: [www.capad.info](http://www.capad.info),

Table des matières

[Sigles et acronymes 3](#_Toc483212056)

[1. Introduction 5](#_Toc483212057)

[2. L’expérience de la capad 6](#_Toc483212058)

[2.1. historique 6](#_Toc483212059)

[2.2. Organisation de la CAPAD 8](#_Toc483212060)

[3 Résumé de l’évaluation du plan stratégique 2012-2015 9](#_Toc483212061)

[3.1. Points Forts 9](#_Toc483212062)

[3.2. Les points faibles 12](#_Toc483212063)

[4 Contexte agricole et économique lors de la formulation du PS 2017-2022 13](#_Toc483212064)

[5 Planification stratégique pour 2017-2022 14](#_Toc483212065)

[6.1. Objectifs et résultats attendus du Plan stratégique 14](#_Toc483212066)

[6 Les axes d’activités 28](#_Toc483212067)

[7.1. L’axe développement durable des exploitations familiales 28](#_Toc483212068)

[7.2. L’axe de professionnalisation des coopératives 30](#_Toc483212069)

[Cet axe comprend 3 résultats avec 15 activités comprenant chacune diverses opérations 30](#_Toc483212070)

[7.3. L’axe coordination, suivi-évaluation 31](#_Toc483212071)

[7 Coût du plan et financement recherché 32](#_Toc483212072)

[Annexe 1 : Tableaux de synthèse sur les GPC /coopératives 33](#_Toc483212073)

[Annexe 2. Cadre logique: Plan stratégique de la CAPAD 2017-2022 38](#_Toc483212074)

Sigles et acronymes

**AG** Assemblée Générale

**CAPAD** Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le

Développement

**CdS** Comité de surveillance

**CE** Comité Exécutif

**CECM** Caisse d’Epargne et de Crédit Mutuel

**CRS** Centre de services ruraux

**COOPEC** Coopérative d’Epargne et de Crédit

**COPROSEBU** Collectif des Producteurs de Semences du Burundi

**CNFA** Comité National des Fertilisants et Amendements

**CSA** Collectif Stratégies Alimentaires

**DPAE** Direction Provinciale de l’Agriculture et d’Elevage

**FACAGRO** Faculté Agronomique de l’Université du Burundi

**FBU** Franc Burundais

**FENACOBU** Fédération Nationales des COOPEC du Burundi

**FIDA** Fonds International pour le Développement Agricole

**FIF** Fonds d’investissement filière

**FOPABU** Forum des Organisations de Producteurs Agricoles du Burundi

**FWA** Fédération Wallonne de l’Agriculture

**GPA** Groupe de Plaidoyer Agricole

**IMF** Institution de Micro-Finance

**ISABU** Institut des Sciences Agronomiques du Burundi

**ISSD Projet de développement intégré du secteur semencier**

**MAPAF** Manuel de Procédures Administratives et Financières

**MINAGRIE** Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage

**MUSO**  Mutuelle de Solidarité

**OPA** Organisations de Producteurs Agricoles

**ONCCS** Office national de contrôle et de certification des semences

**PAIOSA** Programme d’Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole

**PAIVA-B** Projet d’Appui à l’Intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi

**PAN PNSEB** Programme National de Subvention des Engrais au Burundi

**PAOPA** Programme d’Appui aux Organisations Paysannes d’Afrique

**PEA** Pôle d’Entreprises Agricoles

**PNIA**  Plan National d’Investissement Agricole

**PNUD** Programme des Nations Unies pour le Développement

**PRODEFI** Programme de Développement des Filières

**PS** Plan Stratégique

**PTF** Partenaire Technique et Financier

# Introduction

* 1. Le plan stratégique 2017- 2021 de la Confédération des Associations de Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD) fait suite à une évaluation externe de son plan 2012-2015.
  2. Celle-ci a dressé un bilan sur les résultats acquis des trois années passées, en a tiré les leçons et orienté les nouvelles stratégies pour apporter plus de sécurité alimentaire et de bien être aux membres de la CAPAD et en particulier aux plus faibles.
  3. Elle a évalué aussi l’impact de la présente crise politique sur les producteurs et les groupements et cherche à y répondre. La crise a en effet un impact marqué sur les résultats des actions menées (travail moins assidu aux champs, accroissement des besoins, augmentation de la pauvreté, diminution des productions, perte d'outils de travail, diminution des activités de transformation et fermeture de certaines unités).
  4. La CAPAD s’est dotée d’une Vision, d’une Mission et de Valeurs fondamentales, qui la guident

Vision pour 2021

* 1. Une société burundaise, où les paysans parviennent à couvrir leurs besoins socio-économiques par des moyens (financiers et matériels) générés par eux-mêmes

Mission

* 1. *Œuvrer* dans un esprit coopératif à la transformation de l’agriculture et de l’élevage pour la promotion d’une agriculture durable à travers des filières porteuses et innovatrices et leurs transformations agro-alimentaires au bénéfice de ses membres.

Nos valeurs

* **La solidarité** : Les membres sont motivés pour une vision commune
* **L’entraide:** Les membres se soutiennent mutuellement ; union entre les membres ; les membres sont caractérisés par la cohabitation pacifique
* **L’équité:** Les membres de la CAPAD œuvrent pour le bien-être, l’égalité des citoyens burundais et le respect d’autrui.

Notre Mandat

* Accompagnement des activités économiques développées par nos membres
* Représentation et défense des intérêts socio économiques des agricultrices et agriculteurs membres avec l’appui de la FOPABU

Services rendus aux membres

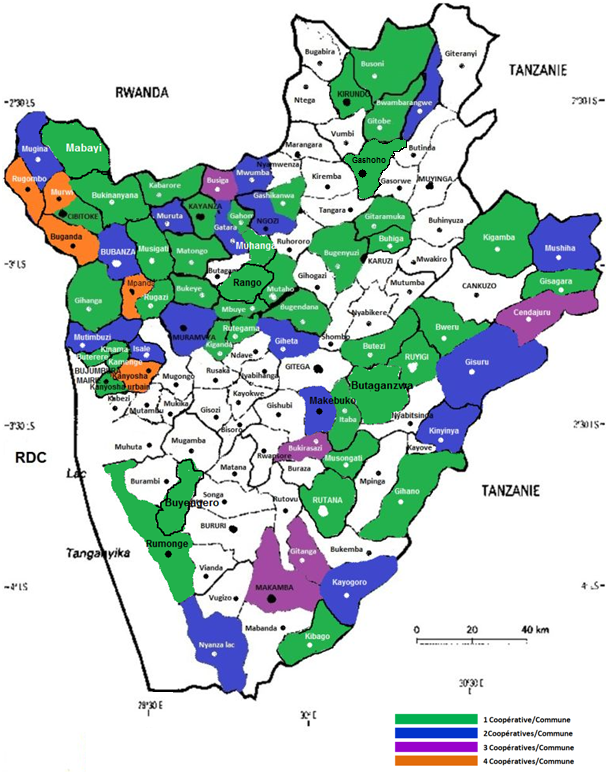
* **Appui technique dans la professionnalisation des organisations de base/associations coopératives ;**
* **Facilitation à l’accès aux intrants et aux financements ;**
* **Renforcement des capacités ;**
* **Assistance dans la gestion post récolte et vente groupée ;**
* **Dialogue avec les décideurs politiques et Partenaires Techniques et Financiers***.*
  1. Le Plan se présente sous sept chapitres: (i) introduction ; (ii) l’expérience de la CAPAD; (iii) le résumé du plan stratégique 2012-2015 ; (iv) le contexte agricole et économique au moment de la formulation du plan stratégique 2017-2021 ; (v) la planification stratégique de la CAPAD 2017 2021 ; (vi) les axes d’activité ; (vii) le coût et le financement recherché du plan
  2. Il a été réalisé par l’équipe de la CAPAD avec l’appui du CSA.

# L’expérience de la capad

## historique

* 1. La Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement, (CAPAD) a été initiée par des groupements d’agriculteurs et d’éleveurs du milieu rural qui travaillaient ensemble depuis 2000.
  2. Regroupés en 4 fédérations paysannes (Nord, Sud, Centre et Ouest) sur 8 Provinces[[1]](#footnote-1): En 2003, à la fin des temps de guerre, elles ont formé une association sans but lucratif. auquel d’autres associations se sont jointes au fil des années. La CAPAD a ainsi progressivement élargi ses assises sur les différentes provinces du pays.
  3. Créée pour renforcer les capacités des organisations paysannes, mettant ensemble les ressources humaines disponibles pour lutter contre la pauvreté et faire émerger un leadership paysan, la CAPAD se veut un lieu de rencontre, de dialogue et d’échange des organisations paysannes sur l’amélioration des conditions de vie en milieu rural, sur les problèmes de production agricole et sur les approches de développement du monde rural. Elle est ainsi déterminée à participer au développement global de la communauté burundaise.
  4. Différentes formations sur la bonne gouvernance et la gestion saine, des techniques agricoles, le développement de filières, des mutuelles de solidarité, le crédit warranté, ainsi que des voyages d’échanges ont renforcé les capacités des leaders au niveau des groupements et coopératives.
  5. En 2012, lors de la formulation de son dernier plan stratégique 2009-2012, la CAPAD, comptait 58 coopératives agricoles (1.065 groupements); dans 12 provinces sur les 17 provinces du Burundi, regroupant sur 41 communes 17.514 ménages membres dont 10.996 femmes et 6.518 hommes[[2]](#footnote-2).
  6. Fin 2015, à la clôture du plan stratégique 2012-2015, la base de la CAPAD s’est élargie avec l’appui de ses prestations de services sur 16 provinces et regroupe 108 coopératives / GPC et 41.473 membres sur 68 communes.[[3]](#footnote-3)
  7. Les coopératives travaillent dans les filières pomme de terre, riz, arachide, blé, maïs, sorgho, banane, haricot, manioc et cultures maraîchères. Elles sont constituées par les groupements de ménages, qui tirent leur origine du regroupement de 10 ménages pour un groupement. Ces structures sont géographiquement localisées: (i) le groupement de ménages dans une colline, (ii) la coopérative au niveau d’une commune et (iii) la CAPAD au niveau national.
  8. Autour de ces GPC se sont créés quelques sociétés coopératives vouées à la transformation industrielle des produits agricoles, qui au cours de ces 2 dernières années sont devenues de véritables pôles de développement agro économiques.

**Carte des zones d’intervention de la CAPAD**



## 

## Organisation de la CAPAD

* 1. Au niveau national, un Secrétariat Exécutif composé de cadres, de chargés de programmes et d’agents de terrain, assure aux ménages et à leurs organisations, les services et conseils nécessaires au développement de leurs activités. Plus spécifiquement, au niveau de chacune des 17 provinces couvertes par la CAPAD, un personnel de terrain composé d’un responsable du développement des filières, d’un agronome de terrain, d’un facilitateur pour l’intermédiation financière, d’animateurs de terrain et de facilitateurs économiques opère dans chaque province, tandis qu’au niveau communal, ce sont des promoteurs économiques qui interviennent. Au total, le SE compte actuellement 57 salariés.
  2. La CAPAD exécute directement et en partenariat des activités : (i) d’intensification agricole, (ii) de post-récoltes sur le stockage, (iii) de transformation et commercialisation, (iv) d’épargne et de crédit avec les MUSO, de warrantage et de cautions solidaires, (v) de promotion de l’entrepreneuriat rural dans les filières vivrières et le lait. Elle renforce les capacités des producteurs et des dirigeants sur des questions liées à leurs activités et promeut un plaidoyer pour la défense et la promotion des intérêts des producteurs agricoles.
  3. La CAPAD, à travers ses GPC collabore avec les autres acteurs du secteur agricole : (i) public, améliorant en bénéfices réciproques le fonctionnement des divers services : vulgarisation de techniques culturales plus performantes, accès aux semences sélectionnées, accès au bétail pour production de fumier, accès aux engrais, accès au crédit, hangars de stockage, etc. ; (ii) privé, développant des relations commerciales pour la vente de ses produits et recherchant en apprentissage les expertises, qui lui font défaut notamment dans le domaine de la transformation des productions agricoles .
  4. Au niveau régional, la CAPAD est membre de la Fédération des Producteurs Agricoles de l’Afrique Orientale (EAFF) qui regroupe les principales OPA de la sous-région. A son tour, EAFF est une des plateformes sous-régionales fondatrices de la faîtière panafricaine des organisations paysannes (PAFO) qui, à travers ses 5 membres sous-régionaux, couvre tout le continent et constitue l’interlocuteur direct de l’Union Africaine.

# Résumé de l’évaluation du plan stratégique 2012-2015

## Points Forts

* 1. Malgré la crise, la CAPAD a dépassé avec l’appui de ses partenaires les objectifs de son plan stratégique 2012-2015 :
* Elle s’est approchée des indicateurs de référence retenus au niveau des résultats attendus de son plan sur ses 2 objectifs spécifiques
* Elle a plus que doubler le nombre de ses membres, passant de 17.514 membres à 41.000 regroupés autour de 108 GPC/coopératives (contre 58 en 2012), confortant sa base.[[4]](#footnote-4)
* Elle a renforcé sa stratégie commerciale avec la mise de plusieurs sociétés coopératives de transformation agro-alimentaire industrielle au bénéfice des membres.
  1. Son approche au développement, renforçant le mouvement associatif se base sur son expérience et celle acquise auprès de ses partenaires. Elle a pour axes principaux :
* la responsabilisation solidaire des exploitants agricoles dans les groupements – 10 ménages par groupement - au niveau collinaire, qui reçoivent des appuis en termes de renforcement des capacités via les paysans pilotes, volontaires choisis dans le groupement, qui acceptent d’être formés et de former leurs pairs, et en termes d’appui financier via leur GPC / coopérative, au niveau communal (aspects sociaux, techniques et économiques) ;
* l’adoption de l’approche filière dans le développement agricole sur des écosystèmes fragiles : marais/périmètres irrigués ; bassins versants menacés par l’érosion, qui restent un potentiel de production agricole pour l’alimentation humaine et animale ;
* le développement de chaînes de solidarité bétail pour la production de fumier qui constitue un cas de succès qu’il convient de répliquer sur le gros et petit bétail ;
* la valorisation des productions par leur transformation au niveau des GPC/coopératives, axe stratégique de la CAPAD dans la recherche de plus values pour ses membres ;
* l’appui conseil sur les techniques agricoles, au travers l’organisation de champs écoles au niveau des groupements et la diffusion des innovations par le biais de paysans pilotes ;
* la promotion de mutuelles de solidarité pour répondre aux besoins financiers des ménages (petit commerce, soudure, etc.)
* la mise en œuvre des actions est assurée par les exploitants agricoles familiaux avec l’appui technique permanent des paysans pilotes et du personnel technique de la CAPAD.
  1. **Ses résultats** sont conformes aux indicateurs prévus.

(i) **les exploitants agricoles familiaux augmentent leur production et revenu grâce aux services rendus par les coopératives**.

* 1.800 producteurs (15 % des membres, dont 60 % de femmes) ont pris du crédit pour leur culture (riz irrigué et de marais, pomme de terre), ont adopté les paquets techniques recommandés, ont augmenté leur rendement et revenus de l’ordre de 30 % - résultat inférieur aux prévisions, action à soutenir pour une plus large participation - .
* 13 réseaux coopératifs de paysans de multiplicateurs de semences certifiées et reconnues (riz, haricot, pommes de terre, et maïs) ont été agréés par l’ONCC, répondent encore qu’à une demande partielle des besoins..
* l’ensemble des 58 GPC du plan stratégique et les 56 GPC confiés au cours des 3 ans écoulés en prestations de services par les partenaires, aujourd’hui affiliés à la CAPAD, ont par des formations appropriées développé un plan d’action, rendant des services à leurs membres, via leur groupement et paysans pilotes, renforçant leurs capacités et solidarité avec pour certains d’entre eux l’appui d’un promoteur économique ( cadre universitaire en relais de la CAPAD fort utile dans la planification des activités, la mise en œuvre et le suivi des activités économiques).
* 9 boutiques d’intrants et de matériel agricole ont été mises en place au niveau de coopératives dynamiques desservant chacune quelques 2.000 à 4.000 exploitants agricoles. Bien gérées, mais n’ayant qu’un fond de roulement limité, leurs activités restent limitées par rapport à la demande.
* plus de 2.000 exploitants agricoles, membres de la CAPAD dont 60 % de femmes ont acquis au moins une chèvre dans le cadre de chaînes de solidarité organisées .Un total de 6.222 chèvres ont transités dans les chaînes de solidarité de 47 GPC entre 2012 et 2015 .
* plus de 400 mutuelles de solidarité (MUSO) ont été créées au niveau des groupements, répondant aux besoins financiers de leurs membres et 4 réseaux de MUSO au niveau communal, se consolidant l’une par rapport à l’autre selon les besoins. Une vingtaine de MUSO ont fait l’objet de refinancement par la CAPAD.
* 54 centres d’alphabétisation ont été créés avec l’appui du Ministère de l’éducation et près de 400 membres de la CAPAD ont été alphabétisés, nombre en-deçà de l’indicateur du plan.
* plus de 10.000 exploitants agricoles ont amélioré la qualité et la valeur de leurs produits par des formations en gestion post récolte, le stockage, le warrantage, et la vente groupée organisée au niveau de leur GPC.
* 9 centres d’appui conseil et de gestion de l’information ont été créés et sont fonctionnels dans les provinces de Kayanza, Muramvya, Bubanza, Cibitoke, Kirundo, Ngozi, Bujumbura rural et Makamba (suivi informatisé des opérations des coopératives et de leur groupement, services payants de cybercafé, suppléant aux insuffisances notoires de leur environnement)
* Quelques 25 GPC membres de la CAPAD planifient à chaque saison leurs besoins en intrants et sont en relation d’affaires avec les IMF de proximité, utilisant le fonds levier de la CAPAD, pour l’achat des intrants agricoles. Les prêts octroyés ont permis un certain nombre d’exploitants agricoles endettés de se désengager de leurs usuriers.
* Quelques 75 GPC, membres et membres affiliés de la CAPAD sur le recensement de 2015 (108 GPC) ont bénéficié, en réponse à divers appels d’offre (FIF, PNUD, PAIOSA, etc.) et sous divers engagements financiers et de bonne gestion, d’unités de stockage des produits et de transformation. Ces équipements utilisés en prestations de services ont permis de transformer des milliers de tonnes de paddy, manioc, maïs, de pulpe des fruits du palmier à l’huile tout en restant souvent sous-exploitées, sans pour certaines en assurer systématiquement l’amortissement. Situation préoccupante, qui avec l’expérience, le suivi des promoteurs économiques et l’accès à quelques fonds de roulement, devrait dans l’ensemble s’améliorer.

(ii**) la CAPAD accompagne de manière efficace et complémentaire ses coopératives membres et défend adéquatement les intérêts des agriculteurs.**

* 1. La CAPAD a renforcé son service de suivi-évaluation et séparé de manière tranchée les activités relevant de son mandat, des prestations de services, qui lui ont permis de conforter son assise au niveau du pays.
  2. Elle a privilégié les actions de terrain et affecté une large partie de son personnel dans les régions et communes, auprès de ses membres et mis en place au niveau des communes des promoteurs économiques en soutien aux GPC et aux groupements de base. Très appréciés, ils renforcent les capacités des équipes dirigeantes des GPC, tout en suivant et guidant les formations et appui-conseils donnés par des paysans pilotes au niveau des groupements.
  3. La CAPAD, qui a porté la FOPABU est restée très engagée dans la préparation de plaidoyers sur les politiques agricoles, restant une des plus importantes organisations leader du mouvement paysan respectée et appréciée des autorités du pays et des partenaires au développement.

**(iii) La Stratégie commerciale et de valorisation de produits de la CAPAD s’est affirmée**

* 1. Pour la valorisation des productions agricoles, la CAPAD a dans sa stratégie de commercialisation mis en place en 2016 une société coopérative de commercialisation des produits et des intrants agricoles « la SOCOPA ».
  2. Installée à Gihanga, à 25 km de Bujumbura dans la plaine de l’Imbo, elle a son actif deux unités industrielles de transformation opérationnelles, l’une pour le maïs (1t/heure - farine de maïs) et l’autre pour le paddy (1 t /heure - riz). Elle appuie aussi en terme de planification, de gestion, de commercialisation et de mobilisation de fonds de roulement de 2 sociétés coopératives filiales, mises en place en 2015, qui n’avaient pu obtenir au cours de la campagne 2015 l’ensemble des fonds leur permettant de fonctionner au mieux de leur capacité, achetant et préfinançant la production de leurs membres: (i) la SOCOMAR pour la transformation du paddy dans la commune de Mutimbuzi  (900 kg /heure) ; (iii) la SOCOKA, à Kayogoro et à Nyanza Lac pour la transformation du manioc en farine de manioc (400 kg et 600 kg de cossettes de manioc / heure) .
  3. L’octroi à la SOCOPA d’un premier fonds de roulement de plus de 600 millions de Fbu pour la campagne 2016 devrait aider les sociétés coopératives dans leur campagne de commercialisation y associant dans leurs achats des GPC fournisseurs plus isolés au bénéfice d’un plus grand nombre de membres.
  4. La CAPAD a aussi recherché dans la stratégie commerciale à établir des contrats institutionnels entre autres avec le PAM et les GPC membres pour l’approvisionnement des cantines scolaires. 25 GPC ont ainsi été reconnus comme fournisseurs du PAM pour l’approvisionnement des cantines scolaires en riz, farine de maïs et haricot avec des modalités de paiement et de fixation de prix qui ne pénalisent pas en cours de saison les producteurs. Des discussions sont en cours pour avoir avec ces contrats un préfinancement sur les stocks de produits à transformer et à livrer.
  5. Sur la tomate, la CAPAD a soutenu avec un industriel privé la mise en place de la SOCAR pour sa transformation en concentré dans la commune de Rugombo (Cibitoké). L’équipement de l’unité d’origine italienne  est performant et son installation des plus modernes (récupération des eaux usées et des huiles de vidange, comme source d’énergie à la chaudière). L’unité a commencé à produire en septembre 2014 du concentré de tomates en sachets de 70 gr vendus sur le marché burundais à 225 FBu. La production de l’unité, autre le marché burundais devait se positionner sur le marché rwandais et du Nord Kivu. Avec l’actuelle crise, la production n’a pu se poursuivre, le complexe est à l’arrêt mais bien entretenu. Des discussions sont en cours avec le Gouvernement pour relancer la formation des techniciens et la production de concentré, de grand intérêt pour la région et le pays. Un appui de la FAO a aussi été évoqué.

## Les points faibles

* 1. **La participation des membres vulnérables aux activités économiques de leur GPC.** Si les résultats des actions menées répondent quantitativement aux attentes du plan stratégique, ces résultats sont à nuancer par le fait que de nombreux membres pauvres bénéficient moins des services économiques rendus par leur GPC ou ne peuvent compte tenu de leur état les appliquer (endettement, exploitation très exiguë, obligation de rechercher du travail à l’extérieur de celle-ci, etc.)
  2. Force est de constater que si la pauvreté de ces exploitants, exclus des services économiques offerts par les GPC n’a que peu diminué, ils restent néanmoins privilégié au sein de leur association et souhaitent un appui plus marqué pour les soutenir et améliorer leur situation.

1. Plusieurs explications de ce phénomène : le manque de fonds de roulement pour préfinancer l’achat de la production des membres les plus pauvres souvent endettés à la soudure ; le non accès au crédit IMF de ces membres et conséquemment aux engrais et semences améliorées, l’analphabétisme, le manque de formation répondant à leurs besoins, entre sur la gestion de la fertilité des sols, l’agro-écologique, base d’une intensification à moindre coût à la portée des exploitants y compris des plus vulnérables. Ce sont de nouveaux défis que la CAPAD devra relever dans une approche participative convaincante, à conduire au niveau des groupements, en s’appuyant sur les paysans pilotes.
   1. **L’accès au crédit des GPC**. De nombreux GPC encore jeunes n’ont pas ou peu de ressources propres, tout en ayant des difficultés d’accès aux crédits de campagne et de commercialisation, malgré les efforts entrepris par la CAPAD (mise en place de fonds levier, assistance technique, plaidoyer sur les conditions d’octroi du crédit).
   2. **La professionnalisation des GPC**. Mesurée sur une échelle à 4 niveaux[[5]](#footnote-5), le niveau de professionnalisation des GPC progresse lentement, même si des avancées sont reconnues spécialement au niveau des plus anciens, sans pour autant à l’exception de quelques coopératives atteindre le niveau 4 de l’échelle. Il est sous-estimé le temps d’apprentissage à la professionnalisation des cadres des GPC, qui se renouvellent dans un milieu assez inégalitaire, souvent peu solidaire dans l’échelle sociale, analphabète pour une large partie et relativement pauvre à la base, quand par ailleurs les GPC ne peuvent, par manque de ressources, faire bénéficier les membres plus vulnérables de leurs services économiques.
   3. **L’approche filière: une à plusieurs filières par GPC/ coopératives multifonctions ?** Dans son approche sur la professionnalisation des GPC et de valorisation des productions agricoles, la CAPAD n’a en général retenu qu’une filière principale à valoriser. Cette approche a fait ses preuves pour construire et renforcer les GPC : le riz dans la plaine de l’Imbo, la pomme de terre sur les hauts plateaux, les fruits et légumes dans les marais du Moso etc. Elle ne devrait cependant pas être systématisée, là où les membres des GPC n’ont pas une réelle culture prioritaire et où au niveau communal cette approche entraîne une multiplication de petits GPC et là où les équipements polyvalents communautaires sont à leur disposition. Il devrait dans ces cas être créé une société coopérative multifonctionnelle réunissant ces GPC.
   4. **La valorisation des productions agricoles des GPC.** SI des efforts conséquents ont été entrepris pour valoriser la production agricole des exploitations agricoles par le biais de leur GPC / coopérative, trop d’équipements sont restés sous employés et un certain nombre en panne n’a pas été réparé : manque de pièces de rechange, de formation des ouvriers machinistes et des opérateurs improvisés machinistes, etc.

# Contexte agricole et économique lors de la formulation du PS 2017-2021

* 1. L’exploitant agricole de la CAPAD, orienté sur les cultures vivrières associées, pratique majoritairement une agriculture d’autoconsommation, qui tend à s’orienter sur certaines spéculations vers une agriculture de marché.
  2. Il représente avec ses pairs: 1,5 millions de ménages faiblement monétarisés, soit une large part du secteur agricole, le plus pesant dans le produit intérieur brut, qui occupe 90 % de la main d’œuvre et représente 90 % des recettes d’exportation par la vente du café et du thé.
  3. La taille médiane de son exploitation - 37 ares avec paradoxalement une taille moyenne de 76 ares souligne un déséquilibre dans la répartition des terres[[6]](#footnote-6), qui s’est accentué au cours des années.
  4. Majoritairement elles n’assurent plus les 3 repas traditionnels par jour à la famille et ne peuvent que difficilement se moderniser au sens conventionnel des pratiques agricoles,, elle utilise une technologie rudimentaire avec peu d’intrants. Seuls 21 % des agriculteurs pratiqueraient une agriculture commerciale
  5. Au cours de ces 25 dernières années, dont dix ans marqués par un état de guerre larvée jusqu’en 2003, la situation du secteur agricole s’est dégradée et la pression sur la terre, accentuée, créant d’importantes distordions sociales et une discrimination plus marquée envers les femmes.
  6. Au niveau national, 32% des ménages souffrent d’insécurité alimentaire et 48% des enfants de moins de cinq ans sont victimes de malnutrition chronique et le nombre de paysans sans terre est passé de 7 % en 2.007 à plus de 20% en 2.014, créant un malaise social mal contenu, surtout pour les jeunes sans alternatives d’emplois.
  7. L’impact de l’actuelle crise n’est pas sans effet sur cette situation, ressentie dans tout le pays et plus spécialement dans les provinces frontalières au Nord, au Sud et à l’Ouest, affectant dans ces régions plus de 80 % des ménages d’une façon ou d’une autre: démobilisation de la main-d’œuvre agricole familiale, vente de terres, vols dans les champs, démobilisation du capital foncier, vols de bétail, vente de détresse de produits agricoles sur pied, vente de détresse de bétail à des prix dérisoires[[7]](#footnote-7) etc.
  8. La précarité et l’insécurité alimentaire affectent de très nombreux ménages, membres de la CAPAD, reflet d’une situation générale, qui touche une forte proportion de la population.
  9. Le PNIA, pilier de la politique agricole du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour une relance et un développement durable tend par l’investissement dans le court terme, de rendre plus dynamique le secteur agricole de manière à rétablir et surpasser les meilleurs niveaux de production d'avant la crise et, dans le moyen et long terme, de jeter les bases d'un développement agricole durable fondé sur la transformation de l'agriculture actuelle de subsistance en une agriculture intégrée au marché.
  10. Cette politique, à laquelle la CAPAD et les autres organisations faitières de producteurs agricoles ont amplement participé aux côtés du Gouvernement, a créé beaucoup d’espoir et s’est concrétisée par un certain nombre de projets importants financés par les partenaires au développement. Ceux-ci apportent un appui incontestable au développement du milieu rural, s’adressant assez généralement à des paysans relativement aisés, tout en laissant, par les paquets techniques proposés et les efforts financiers demandés, une majorité d’entre eux aux ressources plus limitées sans solutions alternatives.
  11. Les membres de la CAPAD acteurs et témoins de cette situation, réunis en assemblée lors de la restitution de l’évaluation externe du Plan stratégique 2012-2015, souhaitent inverser ce paradoxe pour une plus grande intégration des exploitants plus vulnérables. Le présent plan stratégique y répond.
  12. Les mesures prises par le Gouvernement et un certain nombre de ses partenaires vont dans le même sens - aider en priorité les plus vulnérables - : création de jardins de case en cascade sur des espaces restreints, soutien aux chaines de solidarité animale, en particulier des volailles et des chèvres, là où les ressources fourragères sont limitées.

# Planification stratégique pour 2017-2021

## Objectifs et résultats attendus du Plan stratégique

* 1. Face à ces faiblesses, la CAPAD a dans son plan stratégique pour objectif général : *l’amélioration de la production agricole et leur valorisation en faveur des exploitants agricoles familiaux,* soutenu par trois 3 objectifs spécifiques, qui correspondent à ses 3 niveaux d’intervention : (i) l’exploitant familial, membre à la base (ii) le GPC ou la société coopérative, qui rend des services à ses membres et (iii) l’équipe de la CAPAD en charge de la coordination et du suivi des interventions.
  2. Ces objectifs, par les actions programmées se concrétisent sous la forme de 12 résultats : 5 sur l’objectif spécifique 1, 3 sur l’objectif spécifique 2 et 4 sur l’objectif spécifique 3. Le diagramme qui suit schématise les résultats objectif par objectif :

1. **Stratégies d’intervention**

**Le présent Plan Stratégique est centré sur trois d’axes stratégiques à savoir :**

1. **Résultats et politiques d’intervention pour l’objectif spécifique 1**

« ***Garantir la durabilité des exploitations familiales et assurer leur implication dans leurs coopératives***» : Les exploitants membres de la CAPAD ont écologiquement intensifié leurs exploitations et augmenté leurs productions, ont amélioré leurs autoconsommations, leurs surplus commercialisables et leurs revenus agricoles.

* 1. Dans les réflexions qui ont suivi la restitution de l’évaluation externe du plan stratégique 2012-2015 sur les services rendus par leurs coopératives, certains leaders se sont interrogés sur les moyens à mettre en œuvre pour rendre de meilleurs services à leurs membres en termes d’intensification agricole visant spécialement les membres plus vulnérables.
  2. L’arbre à problème qui s’en est dégagé sur l’amélioration de la production agricole fait apparaître quelques pistes innovantes, pratiquées par quelques-uns sans en percevoir le concept à l’échelle de leur exploitation.

**Contraintes identifiées par les producteurs et solutions proposées**



* 1. Pour atteindre cet objectif spécifique 1, la CAPAD s’appuie sur 5 résultats complémentaires pour l’intensification agricole : (i) Les exploitations intensifient les processus (pratiques) écologiques, augmentent et diversifient leurs productions ; (ii) Les exploitants agricoles familiaux adoptent des cultures à haute valeur nutritive comme stratégie de lutte contre la malnutrition et maîtrisent la technique de sélection positive des semences paysannes ; (iii) L’élevage est soutenu par la promotion de chaîne de solidarité - crédit animalier (poules, porcs, lapin et chèvres) et intégré dans une démarche agro écologique ; (iv) Les MUSO sont soutenues et contribuent au financement des activités socio-économiques de leurs membres ; (v) Dans un esprit coopératif nouveau, les exploitants utilisent les services de leurs coopératives et l’approvisionnent en fonction de leurs moyens.

|  |  |
| --- | --- |
| ***R. 1.1*** *Les exploitations intensifient les processus (pratiques) écologiques, augmentent et diversifient leurs productions* | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| Au moins 10 000 ménages volontaires engagés dans un processus d’intensification agro écologique mettent en œuvre au moins 3 innovations sur l’exploitation agricole |

* 1. Au vu des résultats de l’évaluation externe et au vu des contraintes identifiées par les producteurs et les solutions proposées pour une meilleure gestion des exploitations, une inclusion de tous les membres de la CAPAD sur les interventions visant à améliorer la production et à la gestion durable des terres agricoles, les membres de la CAPAD ont longuement réfléchi et ont décidé de mettre en avant le modèle agro écologique comme modèle de premier choix pour gérer durablement leurs petites exploitations.
  2. Selon les fermiers familiaux membres de la CAPAD, l’agro écologie est un modèle regroupant tout un ensemble de pratiques et processus qui sont générés par la ferme familiale elle-même et visant la gestion de la fertilité des sols (la gestion de la biomasse, l’association de cultures permettant une fertilisation naturelle des sols avec entre autres des légumineuses, l’intégration de l’élevage pour produire de la fumure organique, etc.) et la protection de l’environnement (l’introduction d’arbres forestiers et fruitiers, lutte antiérosive, etc.).
  3. Le modèle agro écologique, une fois développée, fait que la ferme dépende de moins en moins des apports en intrants externes car ces derniers sont produits directement au niveau de l’exploitation (matériels biologiques locaux et adaptés au milieu, fumure, herbicides naturels).

**Des solutions innovantes à construire avec les producteurs, les acteurs de développement et la recherche pour l’intensification agro écologique**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Processus écologique** | **Pratiques** | **Activités** |
| Le **peuplement végétal** doit être maximal | Association de culture et densité | Recenser par zone agro écologiques les associations des cultures recommandées |
| Le contrôle du contenu en **espèces de ce couvert végétal** | Contrôle des adventices par plantes nettoyantes, mulching, etc. | Sensibilisation sur les calendriers de lutte contre les adventices (éviter montée en semence) |
| Biodiversité intra spécifique | Mélange de variété Multiplication et échange de variétés auto produites, sélection positive, greffe, etc. | * Recensement des variétés domestiques et autres * Création de catalogue * Organiser réseau d’échanges (chaîne de solidarité) |
| Le **cycle de l'eau** (écologie fonctionnelle) doit être manipulé de manière à conserver les eaux du sol | Paillage, courbe de niveau (plantes herbacée en bande (produit paille) | * Promouvoir les plantes productrices de paille à planter sur les courbes de niveau * Diffuser méthode de traçage |
| **Le renouvellement de la structure du sol**, en particulier de sa porosité se fait par l'accumulation de matière organique | Paillage | * Diffusion des méthodes de compostage, inventorier les sources de paillage, * Sensibiliser au maintien des résidus sur les champs |
| **Le renouvellement du stock de nutriments** du sol (écologie fonctionnelle des cycles biogéochimiques) doit se faire par les restitutions des résidus de culture | Paillage et restitution de résidu, | * Identification des carences et besoins en éléments nutritifs selon les types et l’état des sols (NPK et oligo éléments, etc.) * Ratio C/N (liaison avec chercheurs) |
| **La protection contre** **les maladies cryptogamiques** | Contrôle des densités, éclaircissage, taille, association | Sensibilisation à la bonne densité et aération des plantes |
| **La protection contre les insectes** se fait en favorisant la présence des prédateurs ou parasites pertinents (en manageant les habitats correspondants), ce qui revient à favoriser leur diversité. | Auxiliaire (prédateurs) piège, pesticide naturel, diversité | Diffuser modèle de piège, pesticides naturels, |
| **Les animaux d'élevage** **reçoivent une alimentation** mesurée (pas de forçage), diversifiée et leur habitat doit être conçu pour limiter les concentrations Les choix génétiques doivent favoriser la diversité des races | Alimentation animale diversifiée, habitat déconcentré  Races diversifiées | Produire et diffuser fiche d’élevage « écologique » basée sur la multiplicité des races, la diversification de l’alimentation, la déconcentration de l’habitat |
| **L'élevage et l'agriculture doivent être intégrés** mieux répartir les tâches dans le |  | Meilleures valorisation de la fumure animale |
| **Calendrier d'allocation du temps et diminution de la pénibilité du travail** | diversifier les travaux agricoles pour lisser de calendrier agricole | * Recherche de calendrier étalant les opérations culturales * Diffusion de petit matériel réduisant la pénibilité et augmentant la productivité du travail |
| **La fonctionnalité économique et nutritionnelle** | Diversification des produits et étalement des récoltes | * Proposer un étalement des récoltes en travaillant sur le calendrier, les variétés et de mise en vente/autoconsommation basé sur l’équilibre nutritionnel. * Education nutritionnelle, bilan d’ autosuffisance |
| **La combinaison de ces fonctionnalités permet des synergies devant rapprocher les rendements physiques d'un maximum potentiel possible** | Principe de l’agro écologie | Elaborer l’approche agro-écologique systémique et non l’addition de recettes partielles |

* 1. Il est prouvé que ce type de techniques à faible utilisation d’intrants externes, qui préservent les ressources, peut considérablement accroître les rendements et être adoptées par les populations les plus vulnérables. [[8]](#footnote-8)
  2. Les familles très pauvres peuvent, pratiquant des techniques comme le compostage et les associations culturales à condition de pouvoir redémarrer un peu de petit élevage pour le fumier, améliorer leur autonomie alimentaire de façon durable et retrouver leur dignité de paysans.
  3. Pour mieux accompagner les fermiers familiaux membres de la CAPAD vers le modèle agro écologique, CAPAD se dotera d’une politique renfermant les savoirs faire locaux, les innovations sur les pratiques agro écologiques, les outils/supports de communication et matériels d’animation. La mise en place de cette politique agro écologique connaitra deux principales phases : une phase d’appropriation de la politique et une phase de mise en œuvre de la politique. Un dispositif d’accompagnement adéquat sera mis en place pour mieux accompagner les fermiers familiaux voulant améliorer leur modèle agro écologique.
  4. De plus, des partenariats avec les autres acteurs (chercheurs, administration, autres intervenants) seront développés autour de l’agro écologie et un programme de renforcement des capacités et de co apprentissage (centre de recherche/ Université – associations paysannes) pourrait être conçu sur quelques collines / villages par zones agro-écologiques pour une agriculture agro-écologique – écologiquement intensive - de restauration de la fertilité des sols, valorisant les savoirs locaux, la biomasse et les cultures associées au profit des agriculteurs et des fournisseurs de services

|  |  |
| --- | --- |
| **R.1.2*.*** Les exploitants agricoles familiaux adoptent des cultures à haute valeur nutritive comme stratégie de lutte contre la malnutrition et maitrisent la technique de sélection positive des semences paysannes | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| 5.000 exploitants agricoles membres de la CAPAD utilisent couramment des intrants modernes pour intensifier les productions dans leurs exploitations |

* 1. Toujours, dans un esprit d’agro écologie, les fermiers familiaux seront accompagnés et appuyés sur les processus de multiplication et sélection positive du matériel biologique. Dans la sélection d’associations de cultures recommandées, une attention particulière sera portée aux cultures à haute valeur nutritive (arachide, soja, patate douce à chair orange, fruits, légumes, etc.). Un partenariat sera développé avec des chercheurs pour la diffusion des variétés bio fortifiant, la sélection positive du matériel biologique, l’amélioration du savoir faire paysan et le transfert de technologies.
  2. Un programme d’éducation nutritionnelle, basée sur l’alimentation équilibrée et sur la fortification des aliments à base des produits locaux, sera mis en place. Des jardins de case seront vulgarisés pour inciter les fermiers familiaux à consommer des légumes. Des partenariats seront noués avec les autres structures intervenant dans le domaine de prévention communautaire de la malnutrition.
  3. La stratégie à utiliser sera de favoriser l’animation et les échanges au sein des groupements et coopératives sur les questions liées à la prévention de la malnutrition à base communautaire. De plus, les bourses d’échange de matériel biologique ainsi que l’amélioration des jardins de case seront promues. La récupération des eaux de pluie par la mise en place sur le « rugo » de gouttières en bambou et citernes permettra d’une part d’améliorer l’hygiène et d’autre part de soulager beaucoup les taches des femmes*.*

**Renforcement de la filière semencière : organisation du marché**

* 1. Dans sa politique semencière et de multiplication de plans fruitiers et forestiers, la CAPAD aura à :
* ***soutenir et encourager les exploitants à échanger leurs meilleures semences*** dans le cadre d’une agriculture écologiquement intensive (organisation de bourses de semences locales);
* ***soutenir et renforcer le réseau coopératif de producteurs semenciers*** mis en place pour la production de semences certifiées ou reconnues pour en élargir la diffusion ;
* ***promouvoir la mise en place de pépinières d’arbres agro forestiers et fruitiers*** pour les diffuser de manière adéquate au niveau des fermes familiales : appui à des fermes des jeunes pépiniéristes volontaires et à la diffusion des arbres [[9]](#footnote-9) au sein des fermes familiales.
  1. Il s’agira pour cette filière semencière : (i) de mieux caractériser la demande solvable en priorité au niveau des coopératives de la CAPAD et la capacité de réponse du système dans un contexte évolutif ; (ii) d’envisager des moyens pour mieux structurer et améliorer le fonctionnement des marchés et échanges semenciers de proximité avec l’appui des fermiers multiplicateurs de semences et des jeunes pépiniéristes (produisant les plants agro forestiers et fruitiers) ; et (iii) d’évaluer le niveau d’adéquation entre les arrangements institutionnels en place et les défis du développement des principales filières semencières.
  2. La filière semencière sera renforcée avec entre autres : (i) comme acteurs étatiques l’ONCC pour le contrôle de la certification et l’ISABU pour la création de variétés et la production de semences de base ; (ii) comme acteurs de terrain, comme base de départ les 13 réseaux de multiplicateurs de semences, membres de la CAPAD et quelques privés.

**Amélioration de l’accès au matériel végétal et aux crédits**

* 1. Peu de producteurs ont la possibilité d’accéder le matériel végétal sur leur propre fonds et de nombreux fermiers familiaux se sentent très largement exclus des systèmes bancaires et ne parviennent pas à financer leurs activités, ni d’intégrer à leur faveur les filières agricoles.
  2. Les crédits de campagne sont pour les fermiers familiaux limités et ne sont accordés que pour certaines spéculations dites rentables : riz irrigué et de marais, pommes de terre, haricot, café, coton, etc. aux seules familles ou groupements, non endettés. Rares aussi sont par ailleurs les fermiers qui, aujourd'hui, obtiennent quelques crédits pour rééquiper leur ferme.
  3. L’approche de la CAPAD pour l'approvisionnement en matériel végétal est basée sur les étapes clés suivantes : collecte des besoins en matériel végétal par membre, gestion de la commande groupée de matériel végétal, définition du mode d'allocation des crédits aux membres, négociation avec les institutions financières (FENACOBU, CECM) obtenant une réduction du taux mensuel de crédit de 3 à 2 % et un allongement de la période de remboursement pour tenir compte du cycle de production du produit agricole financé, une stratégie de suivi du recouvrement des crédits.
  4. Parmi les actions à poursuivre ou à entreprendre, il a lieu :
* d’organiser spécialement, pour les nouvelles coopératives, des réunions de mise en relation, d’appui dans la négociation des conditions d'accès aux crédits, faisant signer des conventions de crédit entre les institutions financières et les membres des coopératives
* d’appuyer les coopératives sur le recensement des besoins en matériel végétal et le paiement à temps des avances sur l’achat des matériels végétaux

|  |  |
| --- | --- |
| **R.1.3.** L’élevage est soutenu par la promotion de chaîne de solidarité - crédit animalier (poules, porcs, lapins et chèvres) et intégré dans une démarche agro écologique | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| * 5 coopératives des jeunes produisant des poules de race locales * 5 coopératives des jeunes produisant des porcins * 5 coopératives des jeunes produisant des lapins * Chaîne de solidarité « chèvres » suivie |

* 1. La CAPAD aura, en matière d’élevage, non seulement à conforter la chaîne de solidarité mise en place pour les chèvres mais aussi à diversifier celle-ci suivant la demande des membres vers l’élevage de poules, de lapins et de porcs à promouvoir plus spécialement au niveau des fermes les plus petites. Dans l’accompagnement de ces chaînes, une attention particulière devrait aussi être donnée à la mise en place de pharmacies vétérinaires et à la formation des agents communautaire de santé animale (ACSA).
  2. Ces différents produits permettent une amélioration sensible: (i) des revenus des ménages (vente des œufs, de la viande, des peaux de chèvre, etc.) ; (ii) de la qualité nutritive des ménages à titre d’exemple les œufs sont une source importante de protéines et de vitamines A et D ; (iii) de l’augmentation de la production agricole du ménage grâce au fumier.
  3. La CAPAD, pour soutenir ses actions, aidera quelques coopératives à mettre en place un élevage naisseur fournisseur de poules, poulets, lapins et porcelets, par région, adapté aux besoins et valorisant les sons de riz ou de maïs, sous-produits de leur moulin et décortiqueuse,  base de l’alimentation de ces élevages. Ces centres naisseurs seront mis en place et gérés par les entreprises des jeunes développant déjà/voulant se lancer dans ce genre d’activité.

|  |  |
| --- | --- |
| **R.1.4.** Les MUSO sont soutenues et contribuent au financement des activités socio-économiques de leurs membres | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| * 500 MUSO sont opérationnelles et institutionnellement regroupées en un réseau coopératif * Nombre de MUSO additionnelles mises en place * Au moins 4.000 exploitants agricoles familiaux accèdent aux financements d'une AGR via la caisse verte * Au moins 500 exploitants agricole familiaux assistés via la caisse rouge |

* 1. L’éducation à l’épargne et au crédit à travers les quelques 400 MUSO a permis aux membres des coopératives d’épargner et d’accéder facilement aux crédits pour couvrir les besoins sociaux entre autres les soins de santé, payement des frais scolaires, etc. Cela s’est fait à travers des actions de renforcement des capacités, la mise en place des outils de gestion des MUSO, la mise en place d’une équipe d’animateurs endogènes pour un accompagnement techniques et un suivi régulier, aussi l’acquisition de petits équipements (caissettes, registres, etc.) afin de faciliter le démarrage des activités.
  2. Ces actions seront renforcées pour répondre à la demande des membres et de nouvelles MUSO. Celles-ci seront, selon les besoins, refinancées et mises institutionnellement en réseau.
  3. Des visites d’échange d’expériences entre les MUSO nouvellement constituées et les MUSO opérationnelles dans différentes provinces du pays seront organisées. Des mécanismes d’autonomisation, de refinancement et d’auto-prise en charge des animateurs endogènes seront mis en place pour rendre les MUSO plus viables et durables.

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 1.5 :** Dans un esprit coopératif nouveau, les exploitants utilisent les services de leurs coopératives et l’approvisionnent en fonction de leurs moyens | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| * Nombre d’engagements à livrer une quantité de leurs productions à la coopérative * Types de services rendus par les coopératives |

* 1. Le mouvement coopératif sera consolidé et des contrats sociaux seront promus pour renforcer la solidarité et l’engagement aux objectifs communs. La conscientisation sur les principes et l’esprit coopératif afin que les fermiers utilisent de plus en plus les canaux et les services de leurs coopératives.
  2. Des réflexions seront menées, coopérative par coopérative, et une série de services seront convenus en se basant d’une part sur les besoins et d’autre part le niveau de maturité de leur coopérative. Un consensus et une même compréhension seront dégagés sur les objectifs, les obligations et les devoirs de chacun (fermier-coopérative).
  3. Un système d’évaluation du degré de satisfaction des services rendus par la coopérative à ses membres et inversement, du degré de sollicitation des membres à leur coopérative, sur différents aspects dès la préparation de la campagne agricole jusqu’à la commercialisation des produits agricoles. Des mécanismes de motivations aux fermiers utilisant les canaux de leurs coopératives pour faire leurs transactions seront mis en place à travers des ristournes et autres avantages.

1. **Résultats et politiques/stratégies d’intervention pour l’objectif spécifique 2**

« ***Professionnaliser les coopératives et développer leurs capacités à offrir des services socio-économiques à leurs membres*** »

* 1. La CAPAD s’appuie pour atteindre cet objectif sur 3 résultats complémentaires (i) Les coopératives sont gérées de façon démocratique, transparente et ont accrus leurs capacités de représentation et de négociation; (ii) Les coopératives disposent des capacités et des outils pour la planification, le suivi et l'évaluation des campagnes agricoles; (iii) Les coopératives sont mieux accompagnées et appuyées pour développer leurs activités économiques conduisant à leur autonomie.

|  |  |
| --- | --- |
| **R.2.1** Les coopératives sont gérées de façon démocratique, transparente et ont accrus leurs capacités de représentation et de négociation | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| * Les transactions entre membres et OP augmentent de 5 à 20% * Taux de cotisation des membres augmente de 5 à 10% |

**Renforcement organisationnel, institutionnel et managérial des coopératives**

* 1. Après environ 10 ans d’existence, les coopératives ont besoin de s’auto évaluer, de re questionner leurs objectifs, leurs visions et missions ainsi que leurs services rendus aux membres. Cet exercice leur conduira à redéfinir leur politique d’orientation et d’évolution à cours, à moyen et à long terme. En vu de mettre en œuvre cette politique au profit de tous les membres, chaque coopérative doit identifier un certain nombre de services à rendre à ses membres selon leurs besoins.
  2. Les coopératives membres de la CAPAD ne sont pas toutes au même niveau de maturité[[10]](#footnote-10) et de surcroit n’ont pas besoin de même appuis que ça soit en terme de capacités techniques et financières. CAPAD procédera à une catégorisation de ses coopératives et des plans de renforcement et d’appui, coopérative par coopérative, seront produits et mis en œuvre. Un système d’accompagnement sera mis en place pour suivre l’évolution de chaque coopérative.
  3. Le cadre juridique régissant le mouvement associatif et le mouvement coopératif est entrain de changer. La CAPAD et ses coopératives membres ont entamé, depuis une année, des transformations de leurs organisations initialement régies par la loi sur les Asbl. Ces transformations ont été précédées par de longues réflexions et discussions sur le cadre juridique reflétant bien le mouvement paysan burundais. Ainsi, une partie des membres de la CAPAD ont déjà migré vers le mouvement coopératif multifonctionnel. Ce processus continuera pour les coopératives n’ayant pas encore effectué ces transformations.

|  |  |
| --- | --- |
| **R .2.2 :** Les coopératives disposent des capacités et des outils pour la planification, le suivi et l'évaluation des campagnes agricoles | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| Une bonne anticipation dans la planification et la recherche des besoins pour les campagnes agricoles |

* 1. Les formations données sur le suivi des campagnes agricoles, l’appui quotidien des promoteurs économiques, le regroupement des coopératives en société coopérative multifonctions au niveau communal permettent la concentration de nouveaux moyens, qui rendent les coopératives plus autonomes pour suivre les campagnes agricoles et organiser des commandes groupées/échanges d’intrants ainsi que la mobilisation des crédits avec des pouvoirs de négociation accrus.

**Renforcement des politiques de crédit de campagne agricole et de commercialisation**

* 1. La CAPAD devrait parallèlement avec son fonds levier/garantie déjà opérationnel, œuvrer à la synchronisation des crédits de campagne agricole et des crédits de commercialisation des coopératives. Ainsi par exemple, les producteurs de riz/maïs organisés en groupement devraient avoir un accès facilité au crédit de campagne auprès de leur IMF de proximité pour leur cycle de production et la couverture des frais de labour et des intrants (fumier/produits de traitement des semences, etc.) , à dénouer par un prêt de commercialisation pris en relais et accordé à la coopérative lors de l’acquisition des produits récoltés par la coopérative et garanti par le stockage des produits.
  2. Il y a sur ce thème à sensibiliser et former les présidents des coopératives et des IMF de manière à établir un climat de confiance entre ces deux protagonistes pour faciliter les opérations et faire accepter les stocks déposés en magasin en garantie des prêts octroyés.
  3. La recherche de contrats institutionnels, notamment avec le PAM, comme déjà réalisés pour les cantines scolaires est à renforcer, pouvant constituer une garantie additionnelle vis-à-vis de la banque et des IMF.[[11]](#footnote-11)

|  |  |
| --- | --- |
| **R 2.3 :** Les nouvelles coopératives sont mieux accompagnées et appuyées pour développer leurs activités économiques conduisant à leur autonomie | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| Types d’activité économique développée par coopérative |

**Renforcement de la politique commerciale et d’entreprenariat rural**

* 1. Aujourd’hui, certaines coopératives offrent des services liés à la transformation et à la commercialisation groupée ou pas. Ces activités nécessitent d’être renforcées que ça soit en capacité technique, d’organisation de collecte et de conditionnement des produits ou les capacités financières pour garantir les préfinancements aux fermiers (surtout les plus petits). Ces coopératives, se professionnalisant sur la base de nouveaux plans d’affaires, devront à court terme pouvoir selon le cas : (i) réhabiliter leur équipement ou réaffecter certains d’entre eux sur la base de critères de viabilité sociale et économique (faiblesse dans l’approvisionnement, éloignement des débouchés, professionnalisme dans la gestion, accès et régularité des moyens de production surtout l’eau, l’électricité) et (ii) recruter un personnel compétent correspondant à leurs besoins.
  2. Au niveau des coopératives dont les équipements de transformation sont restés sous-exploités , la CAPAD, à la demande de ses membres, s’engagera à : (i) faire un inventaire technique de l’état de fonctionnement des différents équipements et établir la liste des pièces de rechange les plus utilisées et à remplacer pour chaque type d’équipement ; (ii) former sur les équipements une trentaine de techniciens électro – mécaniciens, recrutés par appel d’offre et issus en priorité du milieu coopératif, valorisant l’emploi rural avec une attention particulière au genre et aux opérateurs qualifiés en place des coopératives ; (iii) créer avec certains de ces techniciens formés une société de maintenance répondant aux besoins des coopératives et du secteur privé. L’expérience acquise dans sa stratégie de valorisation des produits agricoles et de bon fonctionnement des machines agricoles et des équipements de transformation des produits alimentaires agricoles, la CAPAD se doit de former des électromécaniciens sur les outils des GPC et de mettre en place, avec une de ceux-ci, une société de maintenance susceptible d’assurer le bon fonctionnement des équipements.
  3. Près de 4 milliards de Fbu ont été investis par la CAPAD et ses membres au cours du plan stratégique 2012 - 2016 dans l’agro-industrie et entreprenariat rural. Cette politique d’investissement menée avec l’appui des partenaires au développement pour ses membres - coopératives et sociétés coopératives -, impliquant à divers degrés le système bancaire commence à créer des profits. Les mesures prises, renforcées au cours du Plan pour remédier aux lacunes observées en matière de gestion et d’entretien des équipements, viendront conforter ceux-ci et permettre aux sociétés de s’ouvrir dans un esprit coopératif aux membres plus vulnérables.
  4. Pour renforcer l’entreprenariat rural, CAPAD et ses membres ont mis en place des structures commerciales conjointes (quatre sociétés coopératives) pour porter les activités économiques. En vue de favoriser l’économie d’échelle, il y a eu ajustement de cette orientation car, au lieu de multiplier les structures de commercialisation qui sont coûteuses en termes de suivi et charges. L’option a été que les différentes sociétés coopératives soient fusionnées dans une seule société coopérative dénommée SOCOPA. Ainsi, ces orientations prises, pour développer un entreprenariat rural solide, ont été mises en place au cours de ces deux dernières années, avec la Société de Commercialisation des produits et des intrants agricoles – SOCOPA, sont prometteuses et ont démontré un savoir faire certain en terme de volumes commercialisés et de contrôle de la qualité des produits. Celles-ci demandent à être renforcées pour jouer pleinement leurs rôles et s’imposer au niveau de la commercialisation des produits et des intrants.
  5. Le fonds de roulement d’environ un milliard de Fbu octroyé par les banques à la SOCOPA, bien géré et réparti, selon les besoins de trésorerie des sociétés coopératives filiales a permis de roder le système mis en place et de lancer les premières opérations, tout en restant insuffisant pour un développement optimum, d’autant que de nouvelles sociétés coopératives sont appelées à rejoindre la SOCOPA. La SOCOPA, dans son rôle centralisateur, aura par sa connaissance du marché et le contrôle financier, qui lui revient, une vision globale sur l’ensemble des opérations commerciales, tout en laissant à chacune des sociétés filiales une autonomie de gestion locale, dans le respect des normes de qualité sur les produits finis, spécifiées dans un cahier de charge partagé.
  6. Pour renforcer sa stratégie de transformation et de commercialisation des produits des produits et des intrants, la SOCOPA et la CAPAD, en économie d’échelle, devront avoir, au niveau de leur staff, un spécialiste en matière de commercialisation et de gestion des entreprises et s’assurer le concours de techniciens managers compétents dans leur secteur au niveau de ses sociétés coopératives filiales de transformation. Selon les besoins, un chef d’usine s’assurera du bon fonctionnement des équipements, conseillant les opérateurs / machinistes des coopératives affiliés.
  7. La SOCOPA aura déposé une marque unique, label différentié par qualités pour l’ensemble des produits transformés issus des sociétés coopératives et coopératives affiliées, à faire valoir sur les différents marchés. Elle aura sous celui-ci à mener une politique active de publicité pour faire valoir la qualité des produits, développer une politique de contrats institutionnels et de préfinancement sur stocks, rechercher sans cesse de nouveaux débouchés et sensibiliser l’ensemble des coopératives sur les enjeux de sa politique commerciale. Elle aura aussi à participer au capital social des coopératives communales promues, tout en continuant avec la CAPAD à les soutenir en appui-conseil et expertises.
  8. L’étude de stratégies de commercialisation en cours aura éclairée les investissements et ajustements nécessaires pour mieux améliorer l’offre en vue de bien se positionner sur le marché. La plateforme en ligne sur le marché des produits agricoles est l’un des canaux d’écoulement et de développement de partenariats avec les commerçants grossistes. D’autres canaux seront explorés en vue de faire la publicité, le marketing et la vente des produits agricoles.
  9. Avec l’expérience acquise au cours du plan en entreprenariat rural, la CAPAD pourrait au cours du plan attirer de nouveaux partenaires techniques et financiers à s’investir dans le secteur. Les ouvertures au secteur privé déjà initié et renforcer au cours du plan de nouveau atouts pour ces jeunes entreprises coopératives.

1. **Résultats et politiques d’intervention pour l’objectif spécifique 3**

***« Renforcer les capacités des leaders et de l’équipe de la CAPAD pour accompagner les coopératives et les sociétés coopératives dans leur développement en amont et en aval de la production*** ».

* 1. La CAPAD s’appuie, pour atteindre cet objectif, sur 4 résultats complémentaires **:** (i) les dirigeants et le personnel sont dotés de capacités pour mettre en œuvre les activités du présent Plan Stratégique ; (ii) la CAPAD répond aux besoins des coopératives en amont et en aval de la production ( appui à la production agricole et à la promotion de l’agro écologie,’ accès aux financements/crédits, l’exploitation des équipements, maintenance des équipements, appui à la valorisation et commercialisation, accès à l’information, information sur les prix) ; (iii) la CAPAD améliore sa visibilité, ses relations et sa communication interne ainsi qu’externe ; (iv) la coordination, la planification, le suivi et la gestion des activités sont correctement assurés et prennent en compte les aspects genre et jeunesse.

|  |  |
| --- | --- |
| **R 3.1** Les dirigeants et le personnel sont dotés de capacités pour mettre en œuvre les activités du présent Plan Stratégique | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| Un plan de formation professionnelle produit |

* 1. Consciente des nouveaux enjeux défis pour mener à bien : (i) sa politique d’inclusion des membres plus vulnérables, orientée sur une agriculture écologiquement intensifiée ; (ii) sa politique de transformation et de valorisation agro-industrielle des produits agricoles susceptible de générer d’importants bénéfices économiques sur une base coopérative ouverte au secteur privé, (iii) la transformation des GPC en sociétés coopératives communales autonomes , l’équipe de la CAPAD se transforme, s’adapte et s’outillent en s’appuyant sur des expertises extérieures susceptibles de lui donner les clés de cette évolution.

|  |  |
| --- | --- |
| **R 3.2** CAPAD répond aux besoins des coopératives en amont et en aval de la production ( appui à la production agricole et à la promotion de l’agro écologie,’ accès aux financements/crédits, l’exploitation des équipements, maintenance des équipements, appui à la valorisation et commercialisation, accès à l’information, information sur les prix) | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| * Facteurs et moyens de production agricole et d’élevage disponibilisés * Système d’information et conseils agricoles mis en place * Mécanismes de rentabilisation et de gestion des équipements / transformations agricoles mis en place |

* 1. Dans sa stratégie d’autonomisation des sociétés coopératives et coopératives affiliées, la CAPAD formera, avec les promoteurs économiques, et informera, avec les centres de gestion et d’information, les leaders des coopératives en matière de planification et de gestion des activités, portant une attention particulière au genre et aux jeunes.
  2. La femme paysanne, membre majoritaire de la CAPAD qui joue un rôle majeur dans l’économie familiale et dans la production du secteur agricole, reste vulnérable et n’a pas atteint la place qui lui revient dans les structures coopératives et l’économie familiale. La CAPAD se doit dans son nouveau plan de lui donner une place plus privilégiée, adaptant à cet effet ses activités et promouvant des activités qui leur donnent accès à de meilleurs revenus et qui diminuent la pénibilité de certaines tâches : collecte de l’eau - mise en place de gouttières de citernes pour le recueillement des eaux, alphabétisation fonctionnelle, participation aux mutuelles de solidarité, chaîne de solidarité bétail, etc. Pour y arriver, CAPAD et SOCOPA travailleront en étroite collaboration pour développer des activités garantissant des revenus aux fermiers.

|  |  |
| --- | --- |
| **R 3.3** La CAPAD améliore sa visibilité, ses relations et sa communication interne ainsi qu’externe | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| * Mécanismes de capitalisation et de partage d’expériences mis en place * Dispositifs de communication mis en place |

* 1. CAPAD améliorera sa politique de communication interne et externe en vue de renforcer sa légitimité, sa représentativité, sa visibilité et sa reconnaissance.
  2. Le dialogue politique sera renforcé et portera particulièrement sur les enjeux de l’agro écologie et sur le mouvement coopératif. Des synergies seront privilégiées avec les autres acteurs intervenant sur les enjeux précités. Des partenariats avec des chercheurs, des institutions publiques et privées seront aussi développés pour la consolidation du mouvement coopératif et pour que l’agro écologie soit une réalité comme modèle agricole prometteur et non pas continuer à être considérée comme un modèle agricole archaïque.

|  |  |
| --- | --- |
| **R 3.4** La coordination, la planification, le suivi et la gestion des activités sont correctement assurés et prennent en compte les aspects genre et jeunesse | **Indicateurs objectivement vérifiables en 2021** |
| * Un système de suivi évaluation de la CAPAD en place est amélioré * Le manuel de planification, de suivi, évaluation et capitalisation est actualisé |

* 1. Le dispositif de mise en œuvre du présent plan stratégique sera décentralisé et renforcer pour mieux accompagner le processus de transformation vers l’agro écologie (niveau fermier), transition des GPC vers les coopératives multi fonctionnelles et pour piloter les nouvelles orientations politiques de la CAPAD et de la SOCOPA. Des mécanismes de coordination, de suivi et d’analyse d’impacts devront être revus et renforcés.
  2. Dans sa politique de relations avec l’extérieur et ses partenaires, la CAPAD respecte les obligations financières, elle fournit des rapports ad hoc à temps. Le personnel est formé à ces exigences et les procédures de gestion administratives, comptables et financières seront respectées. Les organes garantissant la gouvernance seront suffisamment outillés pour assurer le contrôle et le suivi.
  3. Statutairement la CAPAD ASBL pourrait suivre la tendance prise par les GPC et se transformer à son tour en une société coopérative de second degré, ayant pour membres les sociétés coopératives créées et en voie de création ainsi que les GPC affiliés non encore transformés en sociétés coopératives. La CAPAD COOP garderait les mêmes fonctions sociales et économiques que la CAPAD ASBL, renforçant le mouvement coopératif qu’elle a crée et soutenu. Les fonctions économiques de la SOCOPA pourraient aussi être progressivement transférées à la CAPAD COOP limitant les frais de structure

# Les axes d’activités

## L’axe développement durable des exploitations familiales

* 1. Cet axe comprend 5 résultats avec 18 activités auxquelles s’ajoutent les nombreuses innovations propres à l’agriculture écologiquement intensive.

## L’axe de professionnalisation des coopératives

## Cet axe comprend 3 résultats avec 15 activités comprenant chacune diverses opérations

## L’axe coordination, suivi-évaluation

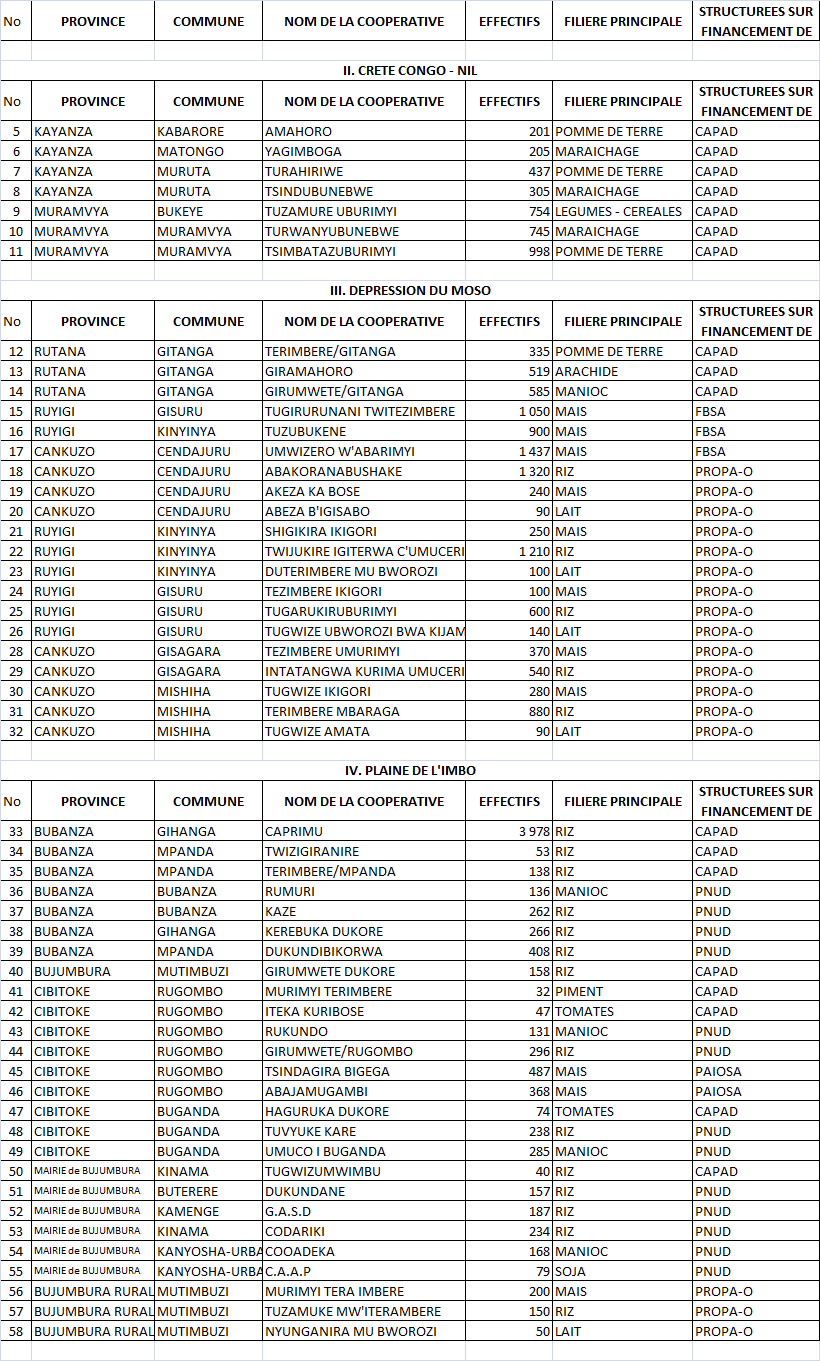
* 1. Cet axe comprend 4 résultats avec un ensemble de 23 actions ;

# Coût du plan et financement recherché

* 1. Le coût du plan stratégique 2017-2021 a été estimé à 3 milliards de Fbu (1,5 million d’Euro).[[12]](#footnote-12)
  2. Il est financé à 30 % sur fonds propres - participation de la CAPAD et de ses membres producteurs), pour 30 % par des partenaires déjà engagés. 40 % de ses coûts sont à rechercher pour couvrir spécialement le résultat 1.1 « Une politique d’accompagnement non exclusive des petits producteurs sur la voie de l’agro-écologie », qui n’a aujourd’hui comme partenaire minoritaire que le CSA.

# Annexe 1 : Tableaux de synthèse sur les GPC /coopératives

**Tableau 1 : Liste des 108 GPC membres de la CAPAD par zones agro écologiques en 2015**





**Tableau 4 : Liste des coopératives ayant des infrastructures de stockages et équipements**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **NO** | **PROVINCE** | **COMMUNE** | **NOM GPC et SOCIETE COOPERATIVE** | **NOMBRE DE MEMBRES** | **HANGAR** | **TYPE D'EQUIPEMENT** |
|
| 1 | CIBITOKE | RUGOMBO | ABAJAMUGAMBI | 212 | 0 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 2 | KIRUNDO | BWAMBARANGWE | ABAKEBURWA BAKUMVA | 660 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 3 | CANKUZO | CENDAJURU | ABAKORANABUSHAKE | 1 050 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 4 | KIRUNDO | BWAMBARANGWE | ABATABAZI | 1 000 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 5 | RUYIGI | KINYINYA | ADERIMO | 430 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 6 | CIBITOKE | MURWI | AKANOVERA K'INANASI | 180 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 7 | CANKUZO | CENDAJURU | AKEZA KA BOSE | 180 | 0 | **SECHOIR DES LEGUMES** |
| 8 | KAYANZA | KABARORE | AMAHORO | 220 | 1 |  |
| 9 | MAIRIE de BUJUMBURA | KANYOSHA-URBAIN | C.A.A.P | 115 | 1 | **MOULIN DIESEL** |
| 10 | RUMONGE | RUMONGE | CAPN | 112 | 0 | **PRESSE A HUILE DE PALME** |
| 11 | BUJUMBURA | KANYOSHA | CJDEM | 20 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 12 | MAIRIE de BUJUMBURA | KINAMA | CODARIKI | 86 | 1 | **MOISSONNEUSES BATTEUSES** |
| 13 | BUBANZA | MPANDA | COMSCOMARIS | 300 | 1 |  |
| 14 | MAIRIE de BUJUMBURA | KANYOSHA-URBAIN | COOADEKA | 261 | 1 |  |
| 15 | RUYIGI | BUTEZI | CSR BUTEZI/TWIZERANE | 321 | 1 | **BATTEUSES** |
| 16 | RUYIGI | BWERU | CSR BWERU/TWUNGURUNANI RWINTAMENWA | 255 | 1 |  |
| 17 | RUTANA | RUTANA | CSR GITABA/GAHUZAMIGAMBI | 624 | 1 |  |
| 18 | RUTANA | MPINGA KAYOVE | CSR KAYERO/GARUKIRUBURIMYI | 273 | 1 | **MOULIN ELECTRIQUE** |
| 19 | RUTANA | MUSONGATI | CSR NGOMA/REMA DUKORE | 498 | 1 |  |
| 20 | RUTANA | RUTANA | CSR RONGERO/DUTEGURE KAZOZA | 3250 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 21 | RUYIGI | RUYIGI | CSR RUSENGO/KAZOZA KEZA | 297 | 1 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 22 | MAKAMBA | NYANZA LAC | DIDKU | 21 | 0 | **UNITE HUILE DE PALME** |
| 23 | CIBITOKE | MURWI | DUHURIKIRE HAMWE | 65 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 24 | BUBANZA | MPANDA | DUHURIKIRE HAMWE/MPANDA | 140 | 1 |  |
| 25 | CIBITOKE | MUGINA | DUKORE IBIRAMA | 167 | 1 |  |
| 26 | GITEGA | BUGENDANA | DUKORE TWIMBURE | 890 | 1 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 27 | GITEGA | MAKEBUKO | DUKORERE HAMWE | 132 | 1 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 28 | BUBANZA | MPANDA | DUKUNDIBIKORWA | 120 | 1 |  |
| 29 | BUJUMBURA | ISALE | DUSHIGIKIRANE/ISALE | 39 | 1 | **PRESSE A HUILE DE PALME** |
| 30 | KARUSI | BUGENYUZI | DUSHIGIKIRE UBURIMYI | 850 | 1 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 31 | KAYANZA | RANGO | DUSHIREHAMWE | 3 320 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 32 | RUYIGI | KINYINYA | DUTERIMBERE MU BWOROZI | 120 | 1 |  |
| 33 | CIBITOKE | MURWI | DUTEZIMBERE UMWUMBATI | 290 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 34 | CANKUZO | CENDAJURU | DUTUZUBUKENE | 540 | 1 |  |
| 35 | RUTANA | GITANGA | GIRAMAHORO | 120 | 1 | **MOULIN MIXTE DIESEL** |
| 36 | BUJUMBURA | MUTIMBUZI | GIRUMWETE DUKORE | 450 | 1 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 37 | RUTANA | GITANGA | GIRUMWETE/GITANGA | 120 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 38 | MAKAMBA | MAKAMBA | GIRUMWETE/MAKAMBA | 162 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 39 | CIBITOKE | RUGOMBO | GIRUMWETE/RUGOMBO | 150 | 0 | **MOULIN ELECTRIQUE** |
| 40 | CIBITOKE | BUGANDA | HAGURUKA DUKORE | 50 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 41 | CANKUZO | GISAGARA | INTATANGWA KURIMA UMUCERI | 550 | 1 |  |
| 42 | CIBITOKE | RUGOMBO | ITEKA KURIBOSE | 28 | 0 | **UNITE CONCENTRE DE TOMATE** |
| 43 | RUMONGE | BUYENGERO | KAMWENUBUSA | 60 | 1 |  |
| 44 | BUBANZA | BUBANZA | KAZE | 279 | 0 | **MOULIN MIXTE ELECTRIQUE** |
| 45 | BUBANZA | GIHANGA | KEREBUKA DUKORE | 267 | 0 | **BATTEUSES** |
| 46 | KAYANZA | GATARA | KIRINZARA | 270 | 1 |  |
| 47 | MAKAMBA | MAKAMBA | KOMEZURUGENDO | 64 | 0 | **MOULIN MIXTE DIESEL** |
| 48 | KIRUNDO | BUSONI | MUCOWABARIMYI | 587 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 49 | KAYANZA | MUHANGA | MURIMYI KEREBUKA | 4 000 | 1 |  |
| 50 | KARUSI | BUHIGA | MURIMYI TERIMBERE/BUHIGA | 820 | 1 |  |
| 51 | CIBITOKE | BUGANDA | OPROSKA | 100 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 52 | GITEGA | MUTAHO | REMA TWITEZIMBERE | 600 | 1 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 53 | CIBITOKE | RUGOMBO | RUKUNDO | 15 | 0 | **MOULIN ELECTRIQUE** |
| 54 | CIBITOKE | MUGINA | RUTOMATI TUGARUKIRE | 74 | 0 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 55 | RUYIGI | KINYINYA | SHIGIKIRA IKIGORI | 260 | 1 |  |
| 56 | KARUSI | GITARAMUKA | SHIGIKIRUBURIMYI | 800 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 57 | MAKAMBA | KAYOGORO | SHIRUKUBUTE/KAYOGORO | 720 | 1 | **MOULIN ELECTRIQUE** |
| 58 | CANKUZO | MISHIHA | TERIMBERE MBARAGA | 870 | 0 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 59 | KIRUNDO | KIRUNDO | TERIMBERE MURIMYI | 48 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 60 | RUTANA | GITANGA | TERIMBERE/GITANGA | 80 | 1 | **MOULIN MIXTE DIESEL** |
| 61 | MURAMVYA | MURAMVYA | TSIMBATAZUBURIMYI | 75 | 1 |  |
| 62 | CIBITOKE | RUGOMBO | TSINDAGIRA BIGEGA | 61 | 1 | **MOULIN ELECTRIQUE** |
| 63 | MAKAMBA | NYANZA LAC | TUBEHONEZA | 80 | 0 | **MOULIN ELECTRIQUE** |
| 64 | CANKUZO | MISHIHA | TUGWIZE IKIGAZI | 350 | 0 | **PRESSE A HUILE DE PALME** |
| 65 | CANKUZO | MISHIHA | TUGWIZE IKIGORI | 250 | 1 |  |
| 66 | MAIRIE de BUJUMBURA | KINAMA | TUGWIZUMWIMBU/KINAMA | 39 | 1 | **MOISSONNEUSES BATTEUSES** |
| 67 | KAYANZA | MURUTA | TURAHIRIWE | 200 | 1 |  |
| 68 | BUBANZA | MUSIGATI | TURIKUMWE | 359 | 0 | **MOULIN MIXTE DIESEL** |
| 69 | MURAMVYA | MURAMVYA | TURWANYUBUNEBWE | 70 | 1 |  |
| 70 | RUYIGI | KINYINYA | TURWIZIMBOGA | 80 | 1 | **SECHOIR FRUITS ET LEGUMES** |
| 71 | CIBITOKE | BUGANDA | TUVYUKE KARE | 140 | 0 | **MOISSONNEUSES BATTEUSES** |
| 72 | RUYIGI | KINYINYA | TWIJUKIRE IGITERWA C'UMUCERI | 1200 | 1 | **DECORTIQUEUSE DIESEL** |
| 73 | BUJUMBURA | KANYOSHA | TWIKENURE | 48 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 74 | CIBITOKE | MURWI | TWITEZIMBERE | 46 | 0 | **MOULIN MIXTE DIESEL** |
| 75 | BUBANZA | MPANDA | TWIZIGIRANIRE | 200 | 0 | **MOULIN MIXTE DIESEL** |
| 76 | BUBANZA | RUGAZI | UMUCO | 379 | 1 | **DECORTIQUEUSE ELECTRIQUE** |
| 77 | CIBITOKE | BUGANDA | UMUCO I BUGANDA | 30 | 0 | **MOULIN DIESEL** |
| 78 | RUYIGI | KINYINYA | UMWIZERO W'ABARIMYI | 534 | 1 |  |

Sur 144 coopératives membres de la CAPAD, 78 coopératives ont soit une infrastructure soit un équipement

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Légende** |  |  |  |
| **Moulin Electrique** | **ME** | **Décortiqueuse Diesel** | **DD** |
| **Motoculteur** | **MOT** | **Moulin Diesel** | **MD** |
| **Décortiqueuse Electrique** | **DE** | **Chaine palmier à huile DIESEL** | **CP** |
| **Moissonneuse** | **MOI** | **Batteuse** | **BA** |

# Annexe 2. Cadre logique: Plan stratégique de la CAPAD 2017-2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Logique d’intervention** | **Indicateurs Objectivement Vérifiables** | **Moyens de vérification** | **Hypothèse/Risques** | |
| **Objectif Global** | | | |
| ***Améliorer la production agricole et sa valorisation en faveur des exploitants agricoles familiaux et de leurs coopératives*** | * Les indicateurs sur les exploitations agricoles familiales suivis * Fin 2021, au moins 50% des exploitations familiales ont augmenté leurs revenus de 10% * Fin 2021, au moins 80% des coopératives ont augmenté leurs revenus de 15% * Des productions et des volumes commercialisés évalués annuellement | Fiches d’enquête sur les exploitations familiales et la base de données de la CAPAD | * La base de données est opérationnelle et livre régulièrement des tableaux de synthèse demandés | |
| **Objectif Spécifique 1** | | | |
| ***Garantir la durabilité des exploitations familiales et assurer leur implication dans leurs coopératives*** | * Un document de la situation de référence sur au moins 30 exploitations agricoles familiales produit * Des indicateurs d’évolution et de transformation de l’exploitation suivis * Au moins 30 % des exploitants agricoles familiaux adoptent l’agriculture écologique | Fiches d’enquête sur les exploitations familiales et la base de données de la CAPAD | Bonne compréhension des leaders de la CAPAD sur les enjeux et impacts d’une agriculture écologiquement intensifiée qui est complémentaire à l’agriculture conventionnelle | |
| **Résultat 1.1 :** Les exploitations intensifient les processus (pratiques) écologiques, augmentent et diversifient leurs productions | Au moins 10 000 ménages volontaires engagés dans un processus d’intensification agro écologique mettent en œuvre au moins 3 innovations sur l’exploitation agricole familiale | Fiches d’enquête sur les exploitations familiales et la base de données de la CAPAD |
| **Activités :** |  |  |  | |
| * + 1. Elaborer la politique d’accompagnement vers l’agro écologie avec des outils et matériels de communication ainsi qu’un dispositif adéquat d’accompagnement des exploitations agricoles familiales | * Document de politique produit * Outils et matériels de communications produits | * Document de politique |  | |
| **1.1.1.1**  Identifier les pratiques agro écologiques et anti agro écologiques existantes et établir une situation de référence sur les systèmes d’exploitation | * Document sur la situation de référence produit par le consultant |  |  | |
| **1.1.1.2**  Elaborer la politique d’accompagnement vers l’agro écologie | * Document de politique produit par le consultant |  |  | |
| **1.1.1.3** Elaborer des outils et matériels de communication qui permettent un bon accompagnement des producteurs vers l’agro écologie | * Chaque ménage possède au moins 1 carnet d'information décrivant les innovations à adopter * Chaque coopérative possède au moins 1 poster sur l'agro écologie * 1 émission radio produite trimestriellement * 1 émission radio diffusée trimestriellement |  |  | |
| * + 1. Organiser des ateliers de sensibilisation et d’appropriation de la politique agro écologique avec les coopératives membres, le staff (de la CAPAD et des coopératives), les chercheurs, l’administration ainsi que les exploitants volontaires sur l’agro écologie et innovations proposées | * Plan de mise en œuvre de la politique agro écologique produit * Document cadre de collaboration avec les chercheurs et les autres acteurs | * Rapports d’atelier |  | |
| **1.1.2.1** Identifier 3 zones « test » avec la participation d’une quinzaine de GPC | * 3 zones « test » identifiées * Un rapport validé |  |  | |
| **1.1.2.2**         Animer des séances d’échanges au sein des groupements des zones « test » sur les modèles d’exploitation qui préservent la fertilité des sols et les innovations prometteuses concourant à une agriculture écologiquement intensifiée | * Au moins 2 ateliers/an pendant 5 ans avec le staff de la CAPAD, les promoteurs économiques, les chercheurs et l’administration organisé |  |  | |
| **1.1.2.3**         Identifier, au sein des groupements, des ménages souhaitant intensifier leurs exploitations sur base des principes d’une agriculture écologiquement intensifiée | * 10.000 ménages volontaires identifiés pour les 5 ans (1.000 Année1 ,2.000 année 2, 3.000 année 3, 2.000 année 4 et 2.000 année 5) |  |  | |
| **1.1.2.4** Organiser des ateliers de sensibilisation et d'appropriation de la politique agro écologique par les acteurs intéressés | * Au moins 2 ateliers/région avec les promoteurs économiques, les paysans pilotes, les agronomes et les exploitants volontaires organisés |  |  | |
| * + 1. Accompagner les exploitants agricoles familiaux (à travers les paysans pilotes) à mettre en œuvre les processus et pratiques agro écologiques (voir les détails sur les processus et pratiques agro écologiques) | Types de processus et pratiques agro écologiques mis en œuvre par les exploitants agricoles familiaux | Rapport des descentes |  | |
| **1.1.3.1**         Accompagner les paysans pilotes à mettre en place des innovations agro écologiques dans leurs exploitations (Ecological Farmer Field School EFFS) : partage et suivi des innovations réalisées par les agriculteurs volontaires (les techniques innovantes de protection et de gestion des sols – pépinières, la gestion de l’eau, de la biomasse et de la fertilité des sols, les techniques de compostage, le microcrédit animalier pour les femmes, le renforcement des chaînes de solidarité animale pour la production de fumier et de revenus cash : poules, chèvres et porcs, les bourses d’échange de matériel végétal, l’amélioration des jardins de case, la récupération des eaux de pluie sur le rugo, etc.) | * Le nombre de paysans pilotes ayant adopté ces différentes techniques innovantes * Le nombre de champs écoles mis en place par innovations * Le nombre d’exploitants agricoles familiaux mettant en œuvre les innovations mise en place * Nombre d'exploitants ayant augmenté de 10% des revenus * Nombre de coopératives ayant augmenté de 15% des revenus * Au moins 10% des productions sont augmentées pour 70 % des exploitants agricoles familiaux * Au moins 15% des productions sont augmentées pour 70 % des coopératives * kit pour les EFFS (houe, pulverisateur, sarcreuse, produits phytosanitaires, râteau et arrosoir) |  |  | |
| **1.1.3.2**         Renforcer les connaissances et savoirs des paysans pilotes sur l’intensification agro écologique et les processus d’animation et de partage des connaissances avec les autres exploitants | Nombre de missions réalisées (confer dispositif de CAPAD) |  |  | |
| **1.1.3.3**      Renforcement des capacités sur la gestion de la biomasse, le compostage, la gestion des eaux de pluies | * 30 exploitants agricoles familiaux renforcés par atelier de formation de 2 jours * Nombre de compostières aménagées |  |  | |
| **Résultat 1.2 :** Les exploitants agricoles familiaux adoptent des cultures à haute valeur nutritive comme stratégie de lutte contre la malnutrition et maitrisent la technique de sélection positive des semences paysannes | Au moins 20.000 exploitants agricoles membres de la CAPAD préviennent la malnutrition en intégrant les cultures à haute valeur nutritive dans leurs exploitations | * Rapport d’activités * Base de données de la CAPAD |  | |
| **Activités :** |  |  |  | |
| * + 1. Promouvoir les cultures à haute valeur nutritive (riz, maïs, fruits, arachide, banane, manioc, patate douce à chair orange, pomme de terre, haricot, soja, légumes) à travers la multiplication, la diffusion et sélection positive des semences paysannes | * Les exploitants agricoles familiaux ont diversifié leur alimentation grâce à la promotion des cultures à haute valeur nutritive et à la consommation des protéines animales * Au moins 5.000 exploitants agricoles familiaux diversifient leur alimentation (500 année1, 1.000 année2, 1.500 année3, 1.000 année4 et 1.000 année5) * Au moins 500 champs école paysans( EFFS) ont été mis en place ( 100 année1, 100 année2, 150 année3, 100 année4 et 50 année5) | Rapport d’activités |  | |
| **1.2.1.1**         Produire et diffuser les fiches techniques de production agro écologique : associations/rotations de cultures/élevage recommandées, fertilisation (besoins en nutriments des sols), herbicides naturels, etc. | * 30.000 fiches techniques produites et distribuées ( 3 types de fiches technique) |  |  | |
| **1.2.1.2**         Piloter des systèmes locaux de contrôle de qualité, de sélection positive et d’échange de semences entre exploitants | * Nombre de missions de pilotage |  |  | |
| **1.2.1.3** Appuyer des exploitants pour l’obtention des crédits agricoles auprès IMF | * 5.000 exploitants agricoles familiaux bénéficiaires de crédits * Nombre d'atelier de plaidoyer avec les IMF |  |  | |
| * + 1. Développer le partenariat avec les chercheurs sur l’agro écologie et les variétés bios fortifiées (amélioration du savoir faire paysan, transfert de technologies, etc.) | * Nombre de réunions animées * Au moins 3 technologies adoptees | PV des réunions |  | |
| * + 1. Octroyer et accompagner aux réseaux d’exploitants multiplicateurs de semences de la CAPAD des kits de multiplication de semences paysannes | * Nombre de kits octroyés * 15 réseaux accompagnés * Volume de semences de qualité vendues par le réseau coopératif de multiplicateurs | Rapport d’activités |  | |
| **1.2.4** Sensibiliser les exploitants agricoles familiaux sur une alimentation équilibrée et diversifiées à travers la promotion des techniques de fortification des aliments à base communautaire et des jardins de case pour la production des légumes | * Techniques de fortifications proposées * Au moins un jardin de case par exploitant | Rapport des descentes |  | |
| **1.2.4.1** Promouvoir les techniques de fortification des aliments à base communautaire | * Nombre de réunions de sensibilisation animées |  |  | |
| **1.2.4.2**Promouvoir les jardins de case pour la production des légumes | * Au moins 5.000 jardins de case mis en place |  |  | |
| **Résultat 1.3** **:** L’élevage est soutenu par la promotion de chaîne de solidarité - crédit animalier (poules, porcs, lapin et chèvres) et intégré dans une démarche agro écologique | * 5 sociétés coopératives produisant des poules de race locales créées * 5 sociétés coopératives produisant des porcins créées * 5 sociétés coopératives produisant des lapins | * Rapport d’activités des coopératives * Rapport de suivi de la CAPAD |  | |
| **Activités :** |  |  |  | |
| **1.3.1** Promouvoir et renforcer des entreprises des jeunes ruraux sur les nouveaux métiers : production des plans agro forestier/fruitiers, centres naisseurs pour poussins, porcins, lapins, fabrication des aliments du bétail, collecte et vente des produits d’élevage et d’agriculture, etc. | * Kit de démarrage * Au moins 80 emplois de jeunes créés à raison de 4 à 5 emplois par province | Rapport des descentes |  | |
| **1.3.1.1** Promouvoir des entreprises des jeunes ruraux sur les nouveaux métiers : production des plants agro forestier/fruitiers, centres naisseurs pour poussins, porcins, lapins, fabrication des aliments du bétail, collecte et vente des produits d’élevage et d’agriculture, etc. | * Kit de démarrage (pour l'élevage et les pépinières) * Au moins 25 jeunes appuyé par province |  |  | |
| **1.3.1.2** Renforcer des capacités des entreprises des jeunes sur les pépinières agro écologique, la conduite d’élevage, la fabrication et alimentation du bétail à base des produits locaux, santé animale et des plantes | * 3 modules de formation sur la conduite de pépinière, de centre naisseur, processus de fabrication d’aliments du bétail produits * 150 ateliers tenus |  |  | |
| **1.3.1.3** Produire des plans d’affaire et analyse de la rentabilité des entreprises des jeunes pépiniéristes et des centres naisseurs | * Nombre d'atelier de formation organisés * Nombre de plans d’affaires élaborés * Chiffre d’affaire et marge de bénéfice dégagée par l’entreprise |  |  | |
| **1.3.1.4** Mobiliser des fonds de roulement pour les entreprises des jeunes ruraux | * Montant des crédits/subventions par entreprise * 5 jeunes/Province\*10 provinces (5 régions )\*2 réunions/an\*5 ans |  |  | |
| **1.3.2** Connecter les entreprises de jeunes sur les nouveaux métiers aux coopératives pour approvisionnement des plants agro forestiers/ fruitiers, bétail et aliments du bétail | * Nombre de réunions animées * 5 jeunes connectés/ Province\*10 provinces * Nombre de conventions signées * Nombre d’élevage naisseur créés au niveau des coopératives * Nombre d’animaux produits, vendus et/ou distribués dans les chaines de solidarité | * Rapport d’activités des coopératives * Rapport de suivi de la CAPAD * Base de données de la CAPAD |  | |
| * + 1. Promouvoir et suivre les chaînes de solidarité chèvres, porcs, lapins et spécialement de poules locales au niveau des ménages vulnérables | * Nombre d’animaux distribués par type * Nombre de bénéficiaires * Nombre de chaînes de solidarité mises en place | * Rapport d’activités des coopératives * Rapport de suivi de la CAPAD * Base de données de la CAPAD |  | |
| * + 1. Renforcer les capacités des réseaux des agents communautaires de santé animale (ACSA) et leur doter des kits de soins | * Au moins un ACSA pour 2 ou 3 collines est formé * 100 ateliers de formation organisés (4 ateliers par an\* 5 région \* 5 ans avec 30 participants par atelier\*3 jours) * Nombre de kits distribués |  |  | |
| **Résultat 1.4 :** Les MUSO sont soutenues et contribuent au financement des activités socio-économiques de leurs membres | * 500 MUSO sont opérationnelles et institutionnellement regroupées en un réseau coopératif * Nombre de MUSO additionnelles mises en place * Au moins 4.000 exploitants agricoles familiaux accèdent aux financement d'une AGR via la caisse verte * Au moins 500 exploitants agricole familiaux assistés via la caisse rouge | * Rapport de suivi sur les MUSO * Base de données de la CAPAD | Forte demande des groupements pour cet outil d’épargne et de crédit solidaire | |
| **Activités :** |  |  |  | |
| * + 1. Former le personnel de terrain sur le fonctionnement des MUSO et leur réseau pour assurer le suivi des animateurs volontaires des MUSO | * Nombre d’agents de terrain forms * 75 ateliers de formation de 3 jours organisés (1 atelier par an\*15 province\*5 ans avec 30 participants par atelier) * Un module de formation produit | * Rapport de suivi sur les MUSO * Base de données de la CAPAD | Bon suivi de la part des agents de la CAPAD | |
| * + 1. Appuyer les MUSO sur leur extension et leur développement comme un levier de financement socio économique | * Nombre de missions effectuées | Rapport des missions |  | |
| * + 1. Former de nouveaux animateurs sur le système MUSO et réseau, accompagner la création de nouvelles MUSO et chercher une reconnaissance juridique des IHURIRO RY'AMA MUSO | * Nombre de MUSO créées * Nombre de réseaux forms * Nombre de nouveaux animateurs de terrain formés * 25 ateliers organisés (1 atelier de formation de 3 jours/ an\*5ans \* 5 régions avec 30 participants par atelier) * Document produit * Document validé | * Rapport de suivi sur les MUSO * Base de données de la CAPAD * Rapport du Consultant rgani |  | |
| * + 1. Accompagner, mobiliser des fonds nécessaires pour le refinancement des MUSO et de leurs réseaux et suivre les opérations de refinancement | Montant des fonds mobilisés | * Rapport d’évaluation * Base de données |  | |
| **Résultat 1.5 :** Dans un esprit coopératif nouveau, les exploitants utilisent les services de leurs coopératives et l’approvisionnent en fonction de leurs moyens | Nombre d’engagements à livrer une quantité de leurs productions à la coopérative | Rapport d’activités |  | |
| **Activités :** |  |  |  | |
| **1.5.1** Organiser des formations et sensibiliser les exploitants agricoles familiaux pour l’adhésion et l’engagement aux principes et esprit coopératives | * Modules de formation produits * 25 ateliers rganizes * Nombre de réunions de sensibilisation | Rapports d’atelier |  | |
| **1.5.2** Vulgariser et sensibiliser les principes, valeurs et esprit coopératives (avantages, les services des coopératives et les devoirs des membres, notion d’épargne et de solidarité au niveau des coopératives, contractualisation entre les coopératives et leurs membres, …) | * 25 réunions de sensibilisation (1 atelier d’une journée par an \*5 ans\*5 régions avec 40 participants par réunion) * Nombre de nouveaux adhérents | Rapports de réunion |  | |
| **1.5.3** Promouvoir des contrats sociaux pour l’engagement au processus de l’agro écologie et à la solidarité avec d’autres membres de la coopérative (partage des connaissances, échanges du matériel végétal et animal, etc.) | * Taux de participation dans des activités communautaires et solidaires * Nombre de réunions de sensibilisation * Engagement dans la vente de produits agricoles et d’élevage | Rapport d’activités |  | |
| **Objectif spécifique 2 :** | | | |
| ***Professionnaliser les coopératives et développer leurs capacités à offrir des services socio-économiques à leurs membres*** | * Les indicateurs sur les exploitations agricoles familiales suivis * Au moins 50% des exploitations familiales ont augmenté leurs revenus de 10% * Au moins 80% des coopératives ont augmenté leurs revenus de 15% * Des productions et des volumes commercialisés évalués annuellement | Rapport d’évaluation et base de données | Les politiques nationales favorisent l’investissement en milieu rural | |
| **Résultat 2.1 :** Les coopératives sont gérées de façon démocratique et transparente et ont accrus leurs capacités de représentation et de négociation | * Les transactions entre membres et OP augmentent de 5 à 20% * Taux de cotisation des membres augmente de 5 à 10% | Rapport d’évaluation et base de données |  | |
| **Activités :** |  |  |  | |
| * + 1. Redéfinir la politique d’orientation et d’évolution de la coopérative (vision, mission, objectifs et stratégie de mise en œuvre) | Chaque coopérative membre de CAPAD dispose d’un document de la politique d’orientation et d’évolution | Documents de politique |  | |
| * + 1. Elaborer et exécuter un plan de renforcement des capacités par coopérative (mise à jour annuelle) et assurer un appui institutionnel aux coopératives en leur dotant des centres de gestion et d’information | * Un plan de renforcement des capacités disponible et mise œuvre | Document |  | |
| * + 1. Organiser des formations professionnelles pour les leaders et le staff des coopératives sur les principes des coopératives, sur la gouvernance, la gestion administrative et financière | * 2.400 leaders formés dont 50% femmes (=15\*32\*5) | Rapport de formation |  | |
| * + 1. Accompagner chaque coopérative à développer des services à ses membres | * 1 mission de suivi et d’appui conseil par trimestre et par coopérative | Rapport de mission |  | |
| * + 1. Accompagner et suivre l’alphabétisation des membres des coopératives | * 32 centres d’alphabétisation fonctionnels * 32 alphabétiseurs orms * 3.200 certificats octroyés * 32 kits pédagogiques distribués | Rapport d’activités |  | |
| * + 1. Former des leaders des coopératives sur la mise œuvre de la politique agro écologique et sa stratégie de communication | * 96 leaders des coopératives sont formés sur la mise en œuvre de la politique agro écologique | Rapport de formation |  | |
| * + 1. Accompagner les coopératives à s’améliorer sur le plan institutionnel, organisationnel et managérial (+outils de planification, de rapportage et d’animation des réunions) | * 1 mission d’appui conseil par trimestre et par coopérative sur le plan instistitutionnel, organisationnel et managérial (+outils) | Rapport de mission |  | |
| * + 1. Organiser des missions de supervision du staff et de suivi des activités des coopératives et de ses membres | Une mission de supervision du staff et de suivi des activités des coopératives et de ses membres par coopérative et par an | Rapport de mission |  | |
| * + 1. Assister les coopératives dans l'actualisation de leurs textes statutaires et dans leur progressive transformation en sociétés coopératives communales multifonctionnelles | 108 coopératives disposent des statuts actualisés et se transforment en sociétés coopératives multifonctionnelles | Rapport d’activités |  | |
| **Résultat 2.2 :** Les coopératives disposent des capacités et des outils pour la planification, le suivi et l'évaluation des campagnes agricoles | Une bonne anticipation dans la planification et la recherche des besoins pour les campagnes agricoles | Rapport d’activités |  | |
| **Activités :** |  |  |  | |
| * + 1. Appuyer la planification de la gestion intégrée des exploitations agricoles familiales (association/rotation, calendrier agricole) et former des exploitants agricoles familiaux volontaires (paysans pilotes) sur les indicateurs de suivi, d’évaluation et des outils d’analyse des effets/impacts au niveau exploitation, groupement et coopérative | * 3.240 exploitations agricoles familiales planifient la gestion intégrée de leur sol (1 exploitant appuyés pour 15 groupements par mois et pendant 2 ans) * Un manuel de suivi, d'évaluation et d'analyse des effets/Impacts au niveau de l'exploitation, groupement et coopérative est produit | Rapport d’activités |  | |
| **2.2.1.1**  Organiser un atelier de formation sur les outils de collecte des données : identification des exploitants membres, bilan et planification de la saison agricole, suivi des groupements des campagnes agricoles au niveau des coopératives | * 320 leaders sont formés sur les outils de collecte des données | Rapport de formation |  | |
| **2.2.1.2**   Collecter les données et alimenter la base de données sur les exploitations agricoles familiales et sur les services des coopératives | * Une base des données sur les exploitations agricoles est régulièrement alimentée | Rapport d’activités |  | |
| **2.2.1.3**  Former des exploitants agricoles familiaux volontaires (paysans pilotes) sur le suivi et l'évaluation des campagnes agricoles | * 30 volontaires par coopérative sont identifiés pour qu’ils enregistrent les données en rapport avec leurs exploitations | Rapport de formation |  | |
| * + 1. Produire et partager les bilans des saisons au niveau exploitation agricole familiale, groupement et coopérative | 2 bilans des exploitations agricoles, familiale, groupement et coopérative produits par an | Rapport d’atelier |  | |
| * + 1. Organiser des séances d'échange et de dialogue entre leaders des coopératives, les autorités locales et les services techniques sur le développement et les enjeux du secteur agricole/élevage | Une séance d'échange entre les leaders des coopératives, les autorités locales et les services techniques est organisée chaque année | Rapport d’atelier |  | |
| **Résultat 2.3 :** Les nouvelles coopératives sont mieux accompagnées et appuyées pour développer leurs activités économiques conduisant à leur autonomie | Types d’activités économiques développées par coopérative | Rapport d’activités |  | |
| **Activités** |  |  |  | |
| * + 1. Mettre en place des stratégies pour développer des activités permettant l’autofinancement des coopératives | * Au moins deux activités génératrices de revenus sont identifiées et mise en œuvre dans chaque coopérative * Une réunion par GPC pour les opportunités d'AGR | Rapport d’activités |  | |
| * + 1. Appuyer les coopératives dans l’élaboration de leurs plans d’affaire, renforcer les capacités de leur personnel et les accompagner dans la mobilisation des fonds de roulement | Un plan d'affaire est élaboré, mise en œuvre et actualisé dans chaque coopérative | Rapport d’activités |  | |
| * + 1. Accompagner les coopératives dans l'organiser des campagnes de récoltes, de stockage et des commercialisations, la négociation des marchés et dans l'analyse de la rentabilité et la fixation des prix ainsi que l'analyse des bilans et la fixation des ristournes | * 2.500 tonnes de denrées alimentaires (riz, mais, haricot) sont collectées, stockées et vendues chaque année * Nombre de contrats de ventes négociés et exécutés auprès des unités de transformations et autres marchés institutionnels * Une séance de travail sur l'analyse de la rentabilité et de fixation des prix est organisée pour chaque filière et dans chaque coopérative en début de chaque campagne agricole * Une réunion d'analyse des bilans et de fixation des ristournes est organisée à la fin de chaque année agricole | Rapport d’activités |  | |
| **Objectif spécifique 3 :** | | | |
| ***Renforcer les capacités des leaders et de l’équipe de la CAPAD pour accompagner les coopératives et les sociétés coopératives dans leur développement en amont et en aval de la production*** | Nombre et types de services que CAPAD offre aux coopératives et aux sociétés coopératives | * Rapports d’activités * Appréciation des bénéficiaires |  | |
| **Résultat 3.1 :** Les dirigeants et le personnel sont dotés de capacités pour mettre en œuvre les activités du présent Plan Stratégique | Un plan de formation professionnelle produit | Rapports de formation |  | |
| **Activités** |  |  |  | |
| **3.1.1** Actualiser et mettre en œuvre un plan de formation professionnelle pour les exploitants, les leaders et staff des coopératives/CAPAD | * Nombre de dirigeants formés * Nombre de personnel formé * Nombre de thèmes de formation dispensés | Document |  | |
| **3.1.2** Organiser des visites d’échanges d’expérience et favoriser la coopération entre paysans | 10 visites d’échanges effectuées | Rapport de mission |  | |
| **3.1.3** Mettre en place et outiller le dispositif d’accompagnement sur les processus agro écologiques, la valorisation et la mise à marché des produits (exploitations-coopérative-CAPAD) | Dispositifs d’appui conseil et d’accompagnement mis en place | Rapport d’activités |  | |
| **Résultat 3.2 :** CAPAD répond aux besoins des coopératives en amont et en aval de la production ( appui à la production agricole et à la promotion de l’agro écologie,’ accès aux financements/crédits, l’exploitation des équipements, maintenance des équipements, appui à la valorisation et commercialisation, accès à l’information, information sur les prix) | * Facteurs et moyens de production agricole et d’élevage disponibilisés * Système d’information et conseils agricoles mis en place * Mécanismes de rentabilisation et de gestion des équipements / transformations agricoles mis en place | Rapports d’activités |  | |
| **Activités** |  |  |  | |
| **3.2.1** Développer un partenariat avec les institutions financières et négocier les crédits groupés pour les campagnes agricoles et commerciales | * Nombre de partenariats avec les institutions financières * Montant de crédits / financements mobilisé pour les coopératives * Nombre de bénéficiaires | Document de convention de partenariat |  | |
| **3.2.2** Appuyer la SOCOPA (branche économique de la CAPAD) comme acteur clé dans la valorisation, la fortification et la commercialisation des produits de qualité | * 1 plan de partenariat avec SOCOPA élaboré et mis en œuvre * Quantité des produits valorisés et commercialisés via le SOCOPA | Rapport d’activités |  | |
| **3.2.3** Elaborer un plan de mise en œuvre des stratégies de commercialisation proposée dans l’étude sur la commercialisation des produits du réseau CAPAD | * Un plan de mise en œuvre des stratégies élaboré | Rapport d’activités |  | |
| **3.2.4** Faire la promotion des produits agricoles/élevage du réseau CAPAD et SOCOPA à travers des foires, marketing, journées porte ouverte, publicité, etc. | * Nombre d’événements de promotion (foires, marketing, journées porte ouverte, publicité, etc.) organisés annuellement | Rapport d’activités |  | |
| **3.2.5** Accompagner les coopératives pour la bonne gestion, valorisation des récoltes et l’exploitation des équipements de transformation (formation des machinistes, plan de maintenance préventive des équipements, etc.) | * Nombre de séances de formation des machinistes * Un plan de maintenance préventive par équipement produit | Rapport d’activités |  | |
| **3.2.5.1** Actualiser la base de données sur les équipements et élaborer un plan de rentabilisation par équipement de transformation | * Base de données sur les équipements actualisée * Un plan de rentabilisation élaboré | Rapport d’activités |  | |
| **3.2.5.2** Créer et promouvoir une société de maintenance pour assurer le bon fonctionnement des machines agricoles et des équipements de transformation des coopératives | * Une société de maintenance créée | Rapport d’activités |  | |
| **3.2.5.3** Mobiliser des fonds de roulement pour mettre en place des magasins des pièces de rechanges pour les équipements agricoles et les activités de valorisation/commercialisation | * Magasin de pièces de rechanges fonctionnels * Types de pièces de rechanges disponibles | Rapport d’activités |  | |
| **3.2.5.4** Développer, en partenariat avec la société HEWE, le marché en ligne pour la commercialisation des produits agricoles (frais et transformés) des coopératives (disponibilité, prix, mise en réseau, etc.) | * 1 marché de produits agricoles et d’élevage en ligne fonctionnel * Transactions commerciales effectuées * Nombre d’abonnés * Nombre de personnes qui consultent la plateforme | Rapport d’activités |  | |
| **Résultat 3.3 :** La CAPAD améliore sa visibilité, ses relations et sa communication interne ainsi qu’externe | * Mécanismes de capitalisation et de partage d’expériences mis en place * Dispositifs de communication mis en place | Rapport d’activités |  | |
| **Activités** |  |  |  | |
| **3.3.1** Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication interne et externe (informations agricoles, capitalisation, publication, canaux de diffusion, etc.) | * Types (informations agricoles/élevage, prix, maladies, météo, etc.) et canaux d’informations diffusés/utilisés (affiches, fiches techniques, SMS, bulletins, émissions radios, etc.) | Rapport d’activités |  | |
| **3.3.2** Collaborer avec les chercheurs autour de l’agro écologie et du mouvement coopératif (connaissances, recherche développement, capitalisation et publication) | * Processus et pratiques agro écologiques développés * Publications produites * Missions d’appui effectuées | Rapport d’activités |  | |
| **3.3.3** Animer une plateforme et développer des synergies autour de l’agro écologie et du mouvement coopératif (connaissances, recherche-développement, capitalisation et publication) | * Nombre de séances organisées * Nombre de thèmes traités * Nombre de structures / organisations participantes | Rapport d’atelier |  | |
| **3.3.4** Analyser et conduire un dialogue autour des enjeux agricoles et socio économiques à travers les fora paysans, GASDR et autres rencontres avec les décideurs | * Un forum national organisé annuellement * Nombre de participations dans des réunions | Rapport d’activités |  | |
| **3.3.5** Collaborer avec les institutions publiques et privées ainsi d'autres acteurs intervenant dans le secteur agricole | * Relations de collaboration / partenariat existant | Rapport d’activités |  | |
| **Résultat 3.4 :** La coordination, la planification, le suivi et la gestion des activités sont correctement assurés et prennent en compte les aspects genre et jeunesse | * Un système de suivi évaluation de la CAPAD en place est amélioré * Le manuel de planification, de suivi, évaluation et capitalisation est actualisé | Rapport d’activités |  | |
| **Activités** |  |  |  | |
| **3.4.1** Renforcer les capacités des coopératives pour mieux planifier, suivre et évaluer leurs activités et leur personnel (PE, paysan pilote, animateurs, …) | * Planning des activités dans les coopératives est élaboré * Les calendriers agricoles sont définis * Mécanisme de suivi, de supervision et d’évaluation est mis en place | * Rapport d’activités * Timesheet du personnel |  | |
| **3.4.2** Alimenter la base de données sur la planification, suivi des saisons agricoles, suivi des équipements et autres activités des exploitants/groupements/coopératives et produire/diffuser les rapports | * Types d’informations renseignées * Séances de partage des données enregistrées | Rapport d’activités |  | |
| * + 1. Organiser l’auto évaluation et la planification annuelle à différents niveaux : coopérative, inter coopérative (région) et CAPAD | * Rapports d’étapes produits annuellement (en rapport avec les indicateurs) produits * Plans opérationnels produits | Rapport d’activités |  | |
| **3.4.4**  Actualiser les indicateurs de suivi, d’évaluation et des outils d’analyse des effets/impacts au niveau exploitation, groupement et coopérative en tenant compte du « genre » | Liste des indicateurs de suivi, d’évaluation et des outils d’analyse des effets/impacts est actualisée | Rapport d’activités |  | |
| **3.4.5** Actualiser la politique "genre" de la CAPAD et son plan de mise en œuvre et opérationnaliser la politique "genre" dans les coopératives | * Politique « genre » actualisée * Plan de mise en œuvre produit * Nombre de coopératives qui opérationnalisent la politique « genre » | Rapport d’activités |  | |
| **3.4.6** Organiser une formation de recyclage sur le document guide du travail du Comité de Surveillance et recyclage du personnel de finances | * Nombre de formations organisées * Nombre de séances de recyclage organisées * Nombre de participants | Rapport de formation |  | |
| **3.4.7** Organiser un audit externe annuel et élaboration de plans de mise en œuvre des recommandations | * Audits externes organisés * Nombre de plans de mise en œuvre des recommandations élaborés | Rapport d’audit |  | |
| **3.4.8** Appuyer les sociétés coopératives à produire des bilans et déclarations fiscales | * Nombre de bilans et déclarations fiscales produits | Rapport d’activités |  | |
| **3.4.9** Organiser les réunions et missions de coordination, planification et de suivi : staff, organes de prise de décisions, assemblée générale | * Nombre de missions organisées * Nombre de réunions du staff organisées * 20 réunions du Comité Exécutif organisées * 15 réunions du Comité de Surveillance organisées * 5 réunions d’assemblée générale organisées | PV des réunions |  | |
| **3.4.10** Organiser une évaluation externe et élaboration du nouveau Plan Stratégique quinquennal | * 1 évaluation externe à   mi-parcours organisée   * 1 évaluation externe à la fin du PS organisée * Un nouveau PS quinquennal élaboré | Rapport d’évaluation |  | |

1. Makamba, Rutana, Bujumbura, Bubanza, Kayanza, Ngozi, Muramvya et Gitega [↑](#footnote-ref-1)
2. Source : Journal des enquêtes 2012, voir liste en fin de rapport [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir tableau 1 à l'annexe1 [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir détails au tableau 2 à la fin du rapport [↑](#footnote-ref-4)
5. Niveau O : groupement naissant, sans objectifs clairement définis, niveau 1 : groupement avec des objectifs définis et partagés, sans plan d'action ; niveau 2 : groupement avec plan d'action et programme d'activités, avec des problèmes d'approvisionnement en intrants ou de mise en relation et des partenaires ; niveau 3 : difficultés d'approvisionnement réglé à petite échelle ; niveau 4 : le GPC a franchi tous les niveaux de la professionnalisation. [↑](#footnote-ref-5)
6. 54 % des exploitants vivent avec moins de 40 ares, dont 29 % avec moins de 20 ares et 46 % avec plus de 40 ares , dont 19 % avec plus de 1 ha et 1% avec plus de 5 ha [↑](#footnote-ref-6)
7. Vente de chèvre à bas prix (provinces de Ngozi et de Kirundo) [↑](#footnote-ref-7)
8. Idées largement défendues par Olivier de Sutter , Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation dans son rapport à l'Assemblée Générale des Nations unies - Conseil des droits de l'homme, Rapport 20 décembre 2010 [↑](#footnote-ref-8)
9. Plusieurs types d'arbres peuvent être envisagé en concertation avec les exploitants et fonctions de la zone agro écologique: en foresterie, l’*Eucalytus* en micro boisements utilisé comme bois d'œuvre; en agro foresterie, *grévilléa* et divers services fourragers type *leucaena*; en horticulture*, avocatiers, agrumes, maracuya , manguier, etc.*

   . [↑](#footnote-ref-9)
10. Voir le document de catégorisation décrivant les niveaux de maturité des coopératives [↑](#footnote-ref-10)
11. voir pour détails le chapitre 6 du rapport et son sous chapitre 6.1.2 [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir détails à l'annexe 3 sur les activités détaillées du plan et son budget [↑](#footnote-ref-12)